



**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration - Soixante-quatrième session**  
Rome, 9-10 septembre 1998

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À

**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**

POUR

**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES DES MONTS WULIN PEUPLÉES DE  
MINORITÉS ETHNIQUES**





\*\*↓ Place your Table of Contents here and delete this line \*\*

## TABLE DES MATIÈRES

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES ACTIVITÉS DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Données d'expérience	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine	4
<b>DEUXIÈME PARTIE LE PROJET</b>	<b>5</b>
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs du projet	6
C. Composantes	6
D. Coûts et financement du projet	7
E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes	10
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	12
H. Risques	12
I. Impact sur l'environnement	13
J. Aspects novateurs	13
<b>TROISIÈME PARTIE INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>13</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE RECOMMANDATION</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>15</b>



## APPENDICES

<b>I.</b>	<b>COUNTRY DATA</b> (DONNÉES SUR LE PAYS)	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>PREVIOUS IFAD LOANS IN CHINA</b> (PRÊTS ANTÉRIEURS DU FIDA À LA CHINE)	<b>2</b>
<b>III.</b>	<b>PROJECT COMPONENTS</b> (COMPOSANTES DU PROJET)	<b>3</b>
<b>IV.</b>	<b>LOGICAL FRAMEWORK</b> (CADRE LOGIQUE)	<b>7</b>
<b>V.</b>	<b>COSTS AND FINANCING</b> (COÛTS ET FINANCEMENT)	<b>10</b>
<b>VI.</b>	<b>ORGANIZATION AND MANAGEMENT</b> (ORGANISATION ET GESTION DU PROJET)	<b>12</b>
<b>VII.</b>	<b>ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS</b> (ANALYSE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE)	<b>18</b>



## TAUX DE CHANGE

Unité monétaire	=	Yuan renminbi (CNY)
1,00 USD	=	8,30 CNY
1,00 CNY	=	0,12 USD

## POIDS ET MESURES

Système métrique

## SIGLES ET ACRONYMES

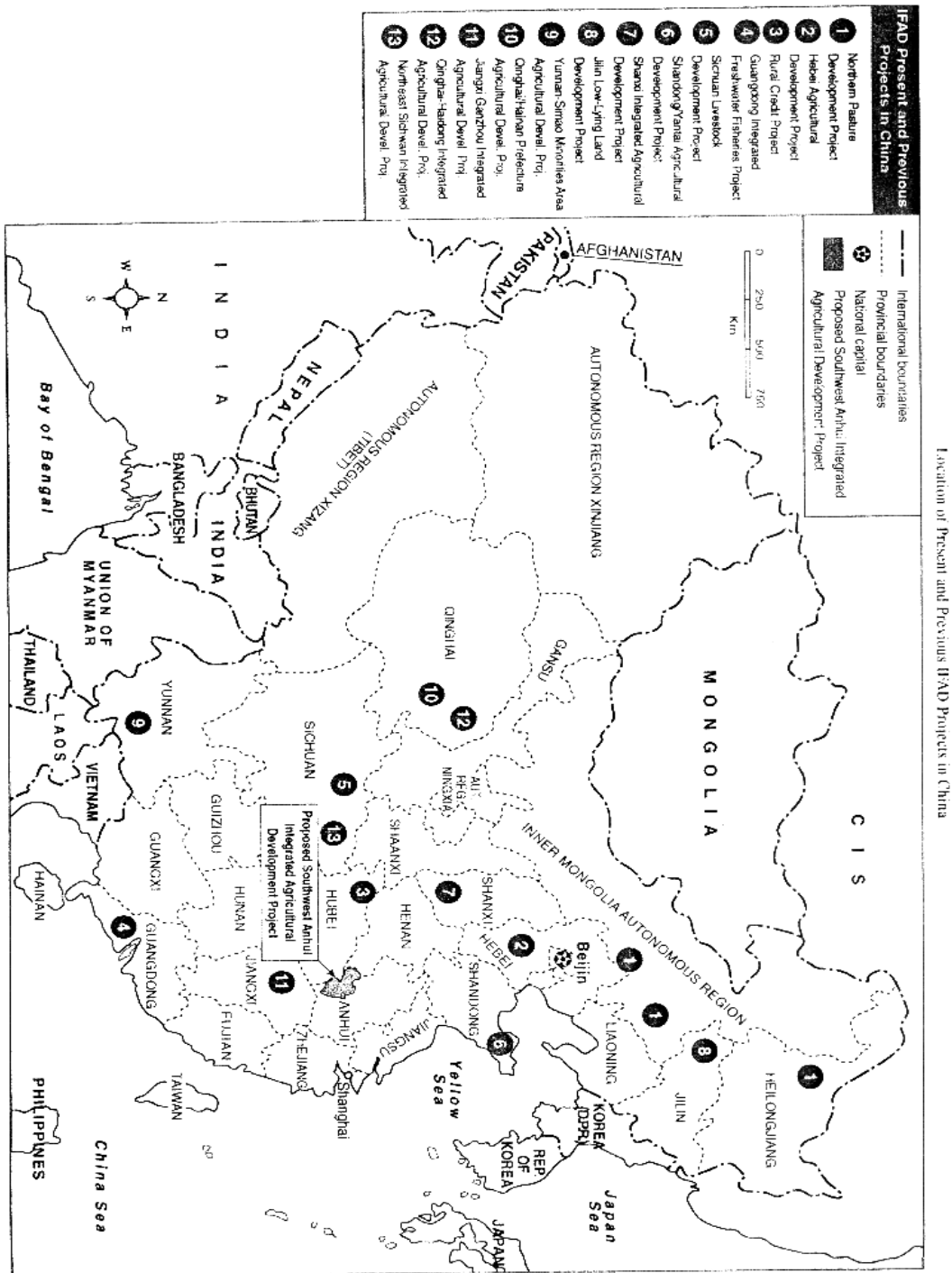
AusAID	Agence australienne de développement international
BAsD	Banque asiatique de développement
BCE	Bureau de conservation de l'eau
BGP	Bureaux de gestion des projets
BPC	Banque populaire de Chine
BPE	Bureau de la protection environnementale
BSP/ONU	Bureau des services d'appui aux projets des Nations Unies
CAV	Cartographie de l'analyse de la vulnérabilité
CCR	Coopératives de crédit rural
GPP	Groupe de pilotage de projet
GRV	Groupe chargé de la réalisation à l'échelon du village
GTZ	Office allemand de la coopération technique
PAM	Programme alimentaire mondial
PAV	Plans d'aménagement villageois

## GOVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

**CARTE DU PAYS**



**Source:** Rapport de préévaluation du FIDA

*Les appellations des données qui figurent sur cette carte n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au tracé des frontières ou des limites ni quant au statut administratif des territoires.*

## RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

### PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES DES MONTS WULIN PEUPLÉES DE MINORITÉS ETHNIQUES

#### RÉSUMÉ DU PRÊT

<b>INSTITUTION À L'ORIGINE DU PROJET:</b>	Programme alimentaire mondial (PAM) et le Ministère de l'agriculture de la République populaire de Chine
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République populaire de Chine
<b>ORGANISMES D'EXÉCUTION:</b>	Ministère de l'agriculture et Ministère des finances
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	107,2 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	21,1 millions de DTS (équivalent approximativement à 28,0 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEURS:</b>	PAM Allemagne, par le truchement de l'Office allemand de la coopération technique (GTZ) Agence australienne de développement international (AusAID)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	PAM: 18,8 millions de USD Allemagne/GTZ: 2,3 millions de USD (équivalent à 4,0 millions de DEM; financement parallèle) AusAID: 5,9 millions de USD (financement parallèle)
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	PAM: don Allemagne/GTZ: don d'assistance technique AusAID: don
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	55,8 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	4,6 millions de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU)

## NOTE DE PRÉSENTATION

### Qui sont les bénéficiaires?

Le groupe cible se compose d'environ 390 000 ménages vivant dans 92 communes parmi les plus pauvres des régions reculées de la chaîne des Monts Wulin dans les provinces du Guizhou et du Hunan. Quatre-vingt pour cent environ de la population appartiennent à 26 minorités ethniques, principalement des Miao, Tujia et Dong mais également des Hui, Buyi, Gelao, Bai, Yi, Yao, Shui et de petites fractions d'autres ethnies. Lorsque les minorités constituent la majeure partie de la population, les cantons jouissent d'une autonomie et de privilèges culturels; en outre des règlements spéciaux s'appliquent aux budgets, à l'administration financière et à l'éducation. Quatre-vingt pour cent environ des ménages sont pauvres ou très pauvres; 10% sont classés dans la catégorie des plus démunis et de nombreuses personnes sont dans l'incapacité physique d'effectuer quelque type de travail que ce soit. Le revenu moyen par habitant, tiré d'une superficie cultivable moyenne de 0,25 hectare et de revenus non agricoles sporadiques, est d'environ 63 USD.

### Qui sont les pauvres?

De nombreux villages sont situés dans des zones reculées sans accès routier aux villes, avec des équipements de santé et d'éducation désuets, des terres arables limitées et peu fertiles et des services de vulgarisation défaillants assurant une couverture insuffisante. Les conditions de vie y sont très dures et les ménages disposent de moyens extrêmement réduits d'améliorer leur production ou d'assumer les coûts de santé et d'éducation. La plupart des ménages ne parviennent à produire qu'une seule récolte de riz par an dans des rizières souvent engorgées ou manquant d'eau d'irrigation. L'agroforesterie et les cultures de rapport sur les terres en pente, qui représentent des superficies importantes, exigent un apport de ressources et de main-d'oeuvre familiale considérable. La plupart des ménages disposent d'une main-d'oeuvre limitée en raison du mauvais état de santé générale de la population et 30% environ des habitants de ces zones sont analphabètes. L'émigration fréquente des travailleurs vers d'autres régions, principalement pour des emplois saisonniers, constitue une source de revenus monétaires mais limite la main-d'oeuvre disponible et la production. En raison de la montée du chômage et de la concurrence accrue sur le marché du travail, il est difficile de trouver de l'emploi, tandis que l'isolement de ces régions limite par ailleurs les possibilités de commercialisation.

### Qu'attendent-ils du projet?

Pour les femmes, les besoins prioritaires portent sur l'eau potable, la diversification des cultures, les techniques modernes pour des productions spéciales comme les champignons et les plantes médicinales, en raison de leur valeur élevée et de leur faible poids, et pour l'élevage des petits animaux, notamment des porcins. Les hommes ont demandé des routes, des ouvrages d'irrigation et de drainage afin de régler les problèmes d'engorgement des sols, et l'aménagement des terres en pente. Tous ont réclamé de meilleurs équipements sanitaires et scolaires et une formation aux techniques améliorées afin de mieux utiliser les ressources disponibles. De façon générale, les ménages consultés ont demandé une aide afin de pouvoir investir dans des activités de production susceptibles d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

### Comment participeront-ils?

Un atelier d'évaluation rurale participative (ERP) a été organisé afin de démontrer l'utilité de cette démarche au personnel des bureaux de gestion de projets (BGP) à l'échelon des provinces et des préfectures. Des stages de formation complémentaires combinés à des exercices pratiques seront mis





sur pied au niveau des cantons et des communes pour élaborer les plans d'aménagement villageois (PAV) avec la participation du groupe cible. Celui-ci fournira la main-d'oeuvre pour les travaux communautaires de génie civil, évaluera les services fournis par le projet et préparera des rapports semestriels. Des agriculteurs-vulgarisateurs seront chargés de conduire les essais et les démonstrations de systèmes culturaux sur les exploitations agricoles. Les bénéficiaires seront représentés dans les groupes chargés de la réalisation à l'échelon du villages (GRV) constitués pour assurer le suivi des PAV et chargés de mettre sur pied des groupements d'utilisateurs et des équipes d'entretien, notamment pour les ouvrages d'irrigation et les routes de desserte.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE**  
**POUR**  
**LE PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES DES MONTS WULIN PEUPLÉES DE**  
**MINORITÉS ETHNIQUES**

J'ai l'honneur de présenter le Rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République populaire de Chine d'un montant de 21,1 millions de DTS (équivalant approximativement à 28,0 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement des zones des Monts Wulin peuplées de minorités ethniques. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU (BSP/ONU) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE - L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LES**  
**ACTIVITÉS DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. La République populaire de Chine, qui couvre une superficie de 9,6 millions de km<sup>2</sup>, est le pays le plus peuplé du monde. À la fin de 1996, la population était estimée à 1,2 milliard d'habitants et la population rurale active à 450 millions. La croissance de l'économie chinoise reste l'une des plus rapides au monde. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté en moyenne de 12,1% par an entre 1992 et 1996 et devrait progresser de 8% en 1998. L'industrie est le principal secteur de production puisqu'elle représente la moitié du PIB et 80% des exportations du pays. Le secteur tertiaire fournit environ 30% du PIB et l'agriculture quelque 20%. La croissance du secteur agricole a été de l'ordre de 5% en 1995 et 1996, et ce secteur continue de jouer un rôle majeur en tant que source d'emploi et de revenu pour quelque 190 millions de ménages ruraux. En 1996, la production céréalière a atteint 480 millions de tonnes, un record absolu. Le riz, qui représente 39% de la production céréalière totale, contre 22% pour le blé, est la principale culture céréalière.

2. Une des principales préoccupations du pays est d'assurer l'autosuffisance alimentaire et, dans ce but, le gouvernement accorde une priorité élevée au développement agricole et rural. En 1995, les importations nettes de céréales se sont chiffrées à près de 20 millions de tonnes, un chiffre record mais qui ne représentait que 4,2% de la consommation intérieure totale. La récolte ayant été abondante, il n'y a pas eu d'importations de céréales en quantités importantes en 1996. Les améliorations structurelles apportées au secteur rural ont permis en 1996 une production céréalière sans précédent et une augmentation appréciable des revenus des agriculteurs, même si l'écart entre revenu urbain et rural continue de se creuser. En 1997, le revenu annuel par habitant des agriculteurs était tombé à environ 40% de celui des citadins et les activités non agricoles représentaient plus des deux tiers des revenus des ruraux. La population active employée dans le secteur agricole est passée de 62% en 1985 à 53%

---

<sup>1</sup> Voir annexe I pour des renseignements supplémentaires.



en 1995, ce qui témoigne du degré élevé de sous-emploi dans ce secteur. En 1995, l'agriculture employait 330,2 millions de personnes, les superficies ensemencées en céréales vivrières étaient passées de 80 à 70% du total des terres cultivées, tandis que les vergers et les cultures maraîchères et oléagineuses en occupaient 20% au total contre 8% en 1985.

## B. Données d'expérience

3. **Généralités.** Depuis qu'elle est devenue membre du FIDA en 1980, la Chine a bénéficié de 13 prêts du FIDA d'un montant total d'environ 313 millions de USD pour des projets dont les coûts se chiffraient à 719 millions de USD. Le bilan global des projets est très satisfaisant: les décaissements ont été effectués dans les délais prévus, souvent en avance sur le calendrier, les objectifs ont été atteints et parfois dépassés. Le ciblage a dans l'ensemble été efficace, même s'il existe sur ce plan une marge d'amélioration. En règle générale, le personnel des bureaux de gestion de projet (BGP) s'intéresse davantage aux objectifs matériels qu'aux objectifs qualitatifs et il est jugé plus important de recouvrer le crédit que d'atteindre les ménages les plus vulnérables.

4. **Participation.** Le recours aux groupes de pilotage de projet (GPP), aux BGP et aux groupes chargés de la réalisation à l'échelon du village (GRV) a évolué avec le temps et garantit une coordination interinstitutions effective et une exécution en temps opportun. Cette approche a permis également d'introduire progressivement la participation des bénéficiaires à la planification et au choix des activités dans le cadre des projets. Les plans d'aménagement villageois constituent à cet égard le principal instrument auquel viennent s'ajouter diverses formules d'investissements parmi lesquelles les participants sont invités à faire leur choix. La participation effective du groupe cible demeure toutefois essentielle pour amener un changement d'attitude, surtout dans les bureaux de gestion de projet situés aux échelons supérieurs qui privilégient l'approche par le haut. Ce changement sera le fruit d'une vaste campagne de sensibilisation aux méthodes de l'évaluation rurale participative, suivie par des ateliers de formation intensive à l'échelon des cantons et des communes.

5. **Ciblage.** La sélection des communes les plus pauvres a permis d'atteindre les ménages ruraux les plus défavorisés. Des formules de crédit ont été mises au point afin de répondre aux besoins des agriculteurs les plus démunis et des plafonds ont été fixés pour certaines activités afin d'éviter que les prêts aillent aux fermiers mieux nantis. Les rations alimentaires du Programme alimentaire mondial (PAM) sont de plus en plus utilisées pour encourager les femmes pauvres, qui sont identifiées avec le concours de la Fédération des femmes, à suivre les formations proposées.

6. **Suivi et évaluation (S&E).** Le grand nombre de données statistiques recueillies par les systèmes de suivi et d'évaluation rend leur analyse laborieuse. Le système a été revu dès que le cofinancement avec le PAM a été mis en place et un certain nombre de paramètres ont été définis afin de répondre aux besoins des bailleurs de fonds et des BGP. Pour faciliter l'utilisation des méthodes de suivi et évaluation, des ateliers participatifs ont été organisés dans le but de définir les indicateurs. Des exercices ERP compléteront les ateliers annuels sur le suivi participatif par les bénéficiaires.

7. **Services financiers.** C'est en 1996, lorsque le Gouvernement a décidé que les coopératives de crédit rural (CCR) devraient devenir des banques rurales à l'échelon des communes, que les intermédiaires financiers existants ont commencé à être utilisés pour la distribution du crédit et autres services financiers au profit du groupe cible. De nombreuses CCR sont encore faibles mais la Banque populaire de Chine (BPC) monte actuellement une campagne nationale destinée à les réorganiser et à renforcer leurs capacités avec l'aide de la Banque asiatique de développement (BASD). Une étroite collaboration a été établie avec la BPC afin d'assurer un appui technique et gestionnaire aux CCR et



d'évaluer et de superviser leurs activités. Désormais, tous les prêts secondaires du FIDA aux CCR seront gérés sous forme de comptes distincts afin de les soustraire à l'impact négatif des mauvaises créances contractées antérieurement par les CCR.

8. **Infrastructures rurales.** La conception des périmètres d'irrigation doit respecter les normes nationales. La capacité technique des bureaux de conservation de l'eau a été jugée tout à fait satisfaisante par plusieurs experts internationaux qui ont contribué à la formulation, la préévaluation et l'exécution de projets. Toutefois, les travaux d'infrastructures rurales et de construction des routes devront faire l'objet d'un suivi rigoureux lors de la phase de mise en oeuvre afin de garantir la bonne exécution des plans et, à ce titre, le suivi en cours d'exécution est jugé plus important que les services d'experts internationaux au cours de la phase de formulation.

9. **Gestion des ressources en eau et des sols.** La majeure partie des zones reculées et montagneuses couvertes par le projet sont sujettes à l'érosion, à la sécheresse et aux inondations. L'expérience acquise dans le domaine des infrastructures agricoles destinées à améliorer la gestion des eaux et des sols a permis utilement de rationaliser la collecte de l'eau, la maîtrise des crues, l'irrigation et l'aménagement des terres par des travaux de terrassement et de bonification. Toutes ces activités ont largement contribué à réduire l'érosion et le risque de catastrophes naturelles. Les bilans hydriques sont réalisés périodiquement et constituent désormais une condition préalable à l'exécution de grands ouvrages d'irrigation. Ces études devraient simultanément limiter toute dégradation de l'environnement et accroître les disponibilités en eau.

10. **Impact environnemental.** Les plans techniques de développement des infrastructures seront élaborés conformément à la législation régissant les ressources agricoles, forestières, foncières et hydriques ainsi qu'à la réglementation relative aux réserves naturelles. Dans leurs réalisations en matière d'infrastructure, les différents ministères, départements et divisions techniques respectent les règlements environnementaux. La planification, la conception et l'exécution des ouvrages sont contrôlées par les bureaux de la protection environnementale aux différents échelons administratifs. Afin d'accroître la sensibilisation à la viabilité des infrastructures et à leur impact environnemental, les groupes d'utilisateurs locaux et les GRV seront consultés en utilisant les méthodes ERP pour identifier les principaux problèmes. Une formation sera dispensée pour l'entretien et la réparation des équipements.

11. **Commercialisation.** Des analyses récentes ayant indiqué que les marchés en ce qui concerne les pommes et les oranges pourraient être saturés dans certaines provinces et que les variétés cultivées ne répondent pas toujours aux impératifs de qualité, des études de marché sur des cultures de rapport sont désormais incluses dans les projets. Des services de renseignements sur les marchés seront mis en place afin que les bénéficiaires prennent leurs décisions en toute connaissance de cause. La plupart des femmes appartenant aux groupes minoritaires ont marqué un vif intérêt pour des cultures spécialisées présentant une valeur unitaire élevée. Des services de commercialisation supplémentaires devront donc être mis en place ainsi qu'un appui technique pour le conditionnement et la transformation des produits.

12. **Opérations conjointes FIDA/PAM.** Les données d'expérience recueillies en Chine prouvent que la conception des projets est plus efficace lorsque les coûts sont partagés avec le PAM et que son bureau de pays fournit une aide logistique. Le PAM a bénéficié de l'analyse financière des propositions de projets adoptant l'approche FIDA, mais les avantages sont surtout allés aux ruraux pauvres. Le cofinancement avec le PAM permet d'atteindre les plus démunis, qui n'auraient normalement pas accès au crédit parce que le fort déficit alimentaire qu'ils enregistrent pourrait les inciter à utiliser le prêt pour acheter des vivres. L'aide alimentaire du PAM permet à l'agriculteur de subsistance de devenir presque autosuffisant sur le plan vivrier pendant une certaine période. Le fermier peut dans ces conditions



utiliser le crédit pour des activités rémunératrices et améliorer ses actifs pour son développement futur, ce qui lui permettra de pourvoir à ses besoins essentiels, y compris d'acheter de la nourriture une fois que les rations alimentaires du PAM ne seront plus distribuées.

### **C. Stratégie de collaboration du FIDA avec la Chine**

#### **Politique de la Chine en matière de lutte contre la pauvreté**

13. La Chine a obtenu des résultats remarquables en matière de réduction de la pauvreté absolue au cours des quarante dernières années grâce à la croissance globale de son économie et à sa forte détermination à améliorer la qualité des services sociaux, notamment dans le domaine de l'enseignement, la santé et la nutrition. Le nombre de ruraux vivant dans un état de pauvreté absolue est passé d'environ 260 millions en 1978 à une centaine de millions en 1985. En 1997, le gouvernement estimait que 65 millions de personnes vivaient encore dans un état de pauvreté absolue et étaient surtout concentrées dans les zones montagneuses pauvres en ressources et à forte densité démographique du centre, du sud et de l'intérieur du sud-ouest.

14. Le gouvernement qui accorde un degré de priorité élevé à la lutte contre la pauvreté a adopté en 1994 un nouveau plan à cet effet, connu sous l'appellation de *Ba-Qi* ou 8-7, et dont l'objectif est d'éliminer la pauvreté absolue dont sont victimes 80 millions de personnes d'ici l'an 2000. Chaque année, environ 1,3 milliard de USD sont consacrés à la lutte contre la pauvreté et cette enveloppe a été augmentée de 180 millions de USD pour la période 1997-2000 pour inclure des travaux de construction routière, de bonification des terres et d'approvisionnement en eau. Un montant supplémentaire de 360 millions de USD sous forme de prêts appuiera des investissements viables dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-alimentaire. Les zones défavorisées bénéficieront de meilleurs services éducatifs et sanitaires ainsi que du renforcement de la capacité productive.

#### **Les activités de réduction de la pauvreté menées par d'autres grands donateurs**

15. La Banque mondiale appuie un vaste programme de développement économique ayant pour finalité d'éliminer la pauvreté. À cet effet, elle a alloué 28% de tous ses prêts au secteur agricole, notamment pour le développement agricole et rural, la lutte contre la pauvreté, la commercialisation des produits agricoles et les investissements dans l'agro-alimentaire. La BASD concentre ses opérations sur le renforcement de l'efficacité économique, la promotion de la croissance afin de diminuer la pauvreté dans les provinces pauvres de l'intérieur et l'amélioration de la gestion des ressources naturelles. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) appuie des projets pilotes destinés à élaborer un modèle durable et reproductible de réduction de la pauvreté.

#### **La stratégie du FIDA en Chine**

16. Le cadre stratégique de l'assistance du FIDA en Chine est fondé sur le développement rural intégré accompagné du crédit nécessaire au financement d'activités rémunératrices agricoles et non agricoles, l'accent étant placé sur la diversification et la sécurité alimentaire des ménages. La stratégie vise les ménages les plus pauvres des zones rurales marginales où sont concentrées généralement les minorités ethniques. De nouveaux éléments ont été ajoutés, comme un ciblage plus efficace grâce à la sélection des communes les plus défavorisées, l'utilisation des organismes de crédit existants pour améliorer la pérennité des interventions, la participation à la planification et à l'exécution à tous les niveaux, y compris le groupe cible, et la collaboration avec d'autres donateurs.



## **Justification du projet**

17. Le ménage moyen, ne possédant que 3,8 mu de terres arables sur lesquelles il pratique une agriculture peu productive et de faible intensité culturale, ne peut devenir autosuffisant en céréales. La plupart des ménages financent les achats complémentaires de céréales grâce aux revenus tirés: i) de l'élevage de petits animaux; ii) de l'agroforesterie; iii) des activités et du travail non agricoles; iv) de cultures de rapport spéciales, principalement cultures secondaires sur les terres à paddy; et v) de la pisciculture en rizière. Les agriculteurs sont tout à fait conscients des problèmes auxquels ils sont confrontés et le projet s'appuiera sur leur perception grâce à l'emploi généralisé de l'évaluation rurale participative pour la préparation des plans d'aménagement villageois. Il mettra à disposition du crédit pour des investissements dans la production agricole et dans les activités non agricoles, ces deux secteurs étant créateurs de revenus; il améliorera l'accès à la technologie moderne pour accroître les rendements; enfin il favorisera la mise en valeur des terres et le développement de l'irrigation pour augmenter les ressources productives. Des infrastructures et des équipements supplémentaires pour les services sociaux, conjugués à une formation tenant compte des spécificités de chaque sexe dans les domaines de la santé et de la nutrition, de l'alphabétisation et des compétences techniques permettront d'accroître l'autonomie socio-économique des femmes et améliorer les conditions de vie de la population.

## **DEUXIÈME PARTIE - LE PROJET**

### **A. Zone du projet et groupe cible**

18. La zone du projet est située dans la chaîne des Monts Wulin dans les provinces de Guizhou et Hunan et comprend 1 587 villages répartis sur 92 communes dans 16 cantons contigus. La zone est divisée en trois sous-projets, avec des BGP décentralisés à l'échelon des préfectures pour que les unités ainsi délimitées soient gérables. La superficie totale de la zone du projet est d'environ 25 400 km<sup>2</sup>, dont 8,3% seulement sont constitués de terres cultivables. Le relief est accidenté avec des vallées étroites, de sorte que les paysans pratiquent une agriculture de montagne fondée principalement sur des cultures annuelles de subsistance. Le revenu moyen par habitant dans la zone du projet n'était que de 521 CNY en 1996 contre 678 CNY pour l'ensemble des 16 cantons, 1 792 CNY pour la province de Hunan et 1 277 CNY pour la province de Guizhou. Les minorités ethniques représentent environ 80% de la population et vivent dans les villages les plus pauvres et les plus reculés. Les cantons à forte concentration de minorités ethniques jouissent d'un certain nombre de privilèges en matière de planning familial, de fiscalité, d'enseignement et de langue et reçoivent des subventions. Les femmes y sont très respectées par les hommes.

19. Le groupe cible a été choisi en fonction du revenu annuel par habitant et des disponibilités nettes en céréales. En principe, tous les ménages ruraux de la zone ciblée, soit environ 390 000 familles, seront habilités à participer au projet, la priorité étant toutefois accordée aux familles vivant dans les villages les plus reculés et aux familles les plus pauvres selon le classement établi par les villageois. Les ménages vivant le long des principaux axes routiers et dans les principales vallées ne bénéficieront pas de l'appui du projet au cours des trois premières années. Tous les services sociaux viseront les femmes, qui bénéficieront de 50% des crédits, principalement pour l'élevage et la pisciculture. La formation technique privilégiera également les femmes dans le cadre de la formule "vivres-contre-formation".



## B. Objectifs du projet

20. Le principal objectif du projet est de diminuer le niveau chronique de pauvreté qui prévaut dans 92 communes pauvres grâce à une hausse de la production des cultures vivrières et de rapport. Le niveau de vie des quelque 390 000 ménages pauvres dans la zone du projet sera relevé de façon durable grâce à l'augmentation de leurs revenus et à l'amélioration de leur accès aux services sociaux.

21. Les systèmes d'exploitation sont devenus des mécanismes d'autosuffisance visant à couvrir les besoins alimentaires de base en s'appuyant sur des activités rémunératrices destinées à financer les dépenses en espèces et les achats de céréales. Le projet accroîtra la viabilité, la pérennité et la solidité de ces systèmes: i) en facilitant l'accès au crédit, ce qui permettra aux paysans de se procurer les biens d'équipement nécessaires pour les activités productives; ii) en investissant directement dans les infrastructures de production rurales, comme les périmètres d'irrigation et les ouvrages de drainage, afin de mettre en place les bases d'une production économique, et dans les équipements socio-économiques, comme les routes, l'eau potable et les équipements sanitaires afin d'améliorer la capacité de production et les conditions de vie; et iii) en renforçant les structures officielles de services et les organisations communautaires afin d'aider les agriculteurs à s'intégrer à l'économie de marché et à mieux utiliser le crédit.

## C. Composantes

22. Le **crédit** sera le moteur des activités de production mises en oeuvre par le projet et remédiera au manque de capitaux qui empêche le groupe cible de procéder aux investissements nécessaires pour accroître la production vivrière et entreprendre des activités lucratives. Les femmes bénéficieront d'au moins 50% du total des prêts. Les diverses formules de crédit porteront sur des activités profitables dont bon nombre ont été proposées au cours de l'évaluation rurale participative et des visites de terrain. Le crédit saisonnier couvrira essentiellement les besoins d'intrants agricoles des paysans. Le crédit à moyen terme sera destiné aux éléments suivants: a) matériel agricole et équipement de transformation, principalement pour les groupements de petits paysans; b) élevage, principalement de porc, poulet, canard et oie, particulièrement pour les femmes qui tirent la majeure partie de leurs revenus monétaires de ce type d'élevage; et c) production piscicole dans les rizières, généralement gérée par les femmes, souvent en groupes. Le crédit à plus long terme portera essentiellement sur le développement des cultures arboricoles de rapport, qui représentent une autre source importante de revenu monétaire. Une attention particulière sera accordée aux activités rémunératrices des femmes comme la culture des champignons, le tissage, la broderie, l'impression des tissus, le travail du bambou, la production de caillé de soja et de pâtes alimentaires, les plantes médicinales et d'autres micro-entreprises viables. Les CCR recevront les fonds du FIDA par l'intermédiaire du BGP du canton sous forme de prêt secondaire et seront chargées de la distribution du crédit.

23. Des **infrastructures rurales** seront mises en place pour favoriser l'expansion et l'amélioration de la production rurale, diminuer l'isolement physique et améliorer l'accès aux marchés et aux équipements scolaires et sanitaires. Un appui sera fourni pour les travaux d'irrigation et de drainage, les routes de desserte rurale et l'électrification. Une gestion plus rationnelle de l'eau permettra notamment d'améliorer l'accès à une eau de boisson salubre pour les humains et le bétail, de disposer d'une main-d'oeuvre plus abondante grâce à l'amélioration de l'état sanitaire de la population, de renforcer la santé et la productivité animale et d'ouvrir de nouvelles perspectives de production halieutique. Le Bureau de la conservation des eaux sera chargé de l'irrigation et de l'eau potable tandis que le Bureau des transports sera chargé des routes de desserte. Des cartes détaillées ont été établies pour ces différentes infrastructures dont l'emplacement a été déterminé en fonction de critères techniques en consultation avec les bénéficiaires.





24. La **production agricole** sera intensifiée et diversifiée grâce à la mise en culture de nouvelles terres et au relèvement de la productivité et de la production agricoles annuelles. Trois activités seront menées de front: mise en valeur des terres; multiplication des semences; et formation technique et vulgarisation. Les bureaux agricoles à l'échelon des communes et des cantons aideront les BGP à mettre en oeuvre cette composante. Les grands travaux d'irrigation et de drainage seront supervisés et appuyés par le Bureau de la conservation des eaux. La formation technique dispensée aux agriculteurs et aux vulgarisateurs agricoles, combinée à des essais et des démonstrations en champ, permettra d'introduire des techniques modernes et d'améliorer les pratiques culturales. Le potentiel et les capacités de production vivrière seront accrus et intensifiés grâce au drainage, au stockage des eaux d'inondation des rizières et à l'aménagement de terrasses sur les terres arides. L'élevage et la pisciculture apporteront des revenus monétaires, permettront d'accroître la consommation de protéines dans les familles et constituent des activités particulièrement bien adaptées aux capacités et aux aspirations des femmes. Les services de santé animale et la formation des agriculteurs seront améliorés afin d'assurer la viabilité des investissements réalisés dans ces secteurs grâce au crédit. Les cultures arboricoles de rapport augmenteront les revenus monétaires des ménages sans empiéter sur les superficies cultivables existantes, grâce à l'association de travaux de terrassement à techniques respectueuses de l'environnement adaptées aux plantations sur des terres en pente.

25. Les **services sociaux**, qui contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie, viseront tout particulièrement les groupes minoritaires et, à l'intérieur de ces communautés, s'efforceront de répondre aux besoins spécifiques des femmes. Les activités de promotion à l'intention des femmes comprendront des sessions d'alphabétisation et de formation technique pour leur permettre d'obtenir des rendements plus élevés et d'entreprendre des activités rémunératrices plus rentables. Une initiation aux soins de santé et à la nutrition sera dispensée aux rurales pauvres pour leur apprendre à utiliser l'eau salubre et les inciter à adopter de meilleures pratiques d'hygiène et de nutrition familiales, dans le but d'améliorer l'état de santé général et les conditions de vie des familles. Un plan d'épargne collectif sera mis en place sur une base expérimentale pour encourager les femmes à constituer des groupements et pour les sensibiliser à l'importance du crédit et de l'épargne. La capacité opérationnelle de la Fédération des femmes sera renforcée afin d'appuyer le travail d'organisation et de formation des rurales.

26. La **gestion de projets** nécessite des institutions solides et efficaces à tous les échelons, notamment dans le cas de projets de développement intégré et de projets reposant sur l'introduction fructueuse de la méthodologie ERP. Formation intensive et renforcement des capacités sont essentiels pour assurer la bonne gestion d'activités multisectorielles et répondre aux attentes des bénéficiaires. L'appui institutionnel devrait comprendre la formation à la fois des bénéficiaires et du personnel de soutien afin d'optimiser l'utilisation du crédit grâce à: une meilleure connaissance des avantages et l'utilisation efficace des techniques nouvelles et améliorées; une participation plus active des bénéficiaires; et une plus grande capacité à faire face aux risques liés à la production. Le projet appuiera la création de BGP aux échelons des communes, des cantons, des préfectures et des provinces, reprenant ainsi des dispositifs qui ont fait leur preuve. Le personnel des BGP de canton et de commune sera formé aux techniques ERP. Le crédit étant le moteur de la production agricole et du développement économique, une formation spéciale ainsi qu'un appui logistique et administratif seront dispensés au personnel des CCR afin d'accroître leur capacité institutionnelle et améliorer leurs résultats financiers.

#### **D. Coûts et financement du projet**

27. Le coût total du projet sur les cinq années de la période d'exécution, provisions pour imprévus, taxes et droits inclus, est estimé à 107,2 millions de USD. Les coûts en devises représentent environ 2,1% du total, les taxes et les droits 2,2%. Les coûts du projet ont été calculés en yuan sur la base des

prix en décembre 1997. Aucune provision pour aléas d'exécution ou pour hausse de prix n'a été prévue pour le crédit et les activités appuyées par le PAM. Toutefois, des provisions de 10% pour aléas d'exécution ont été calculées pour tous les coûts matériels relatifs aux travaux publics et des provisions pour hausse de prix pour tous les coûts en espèces, à l'exception du crédit. Un taux de change à parité de pouvoir d'achat constant a été utilisé pour tenir compte de la différence entre l'inflation internationale et l'inflation intérieure. Les coûts du projet sont récapitulés, par composante, au tableau 1.

28. L'apport du FIDA se montera à environ 28,0 millions de USD, soit 26% des coûts totaux du projet. Le PAM apportera une contribution sous forme de rations alimentaires de blé équivalant à 18,8 millions de USD, dont 16 millions de USD provenant de son projet dans la préfecture de Tongren, dans la province de Guizhou (Projet Chine 5181). Les rations alimentaires du PAM appuieront les travaux d'infrastructure et les actions de formation, notamment pour les activités des femmes. En outre l'Allemagne/GTZ offrira un don d'assistance technique de 2,3 millions de USD pour appuyer le renforcement des capacités des CCR. L'agence australienne de développement international AusAid envisage de fournir une enveloppe de 5,9 millions de USD pour les équipements socio-économiques dans la province de Guizhou, éventuellement suivie par une autre tranche de 6 millions de USD pour la deuxième et la troisième année du projet. Ce don remplacera les investissements gouvernementaux existants dans les infrastructures socio-économiques. Les autorités provinciales recherchent activement le coparrainage d'une province mieux nantie. Le plan de financement indicatif des composantes du projet figure au tableau 2.

**TABEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	Monnaie locale	Devises	Total	% en Devises	% des coûts de base totaux
1. Production végétale	43 460	412	43 872	1	43
2. Élevage et pisciculture	1 879	254	2 134	12	2
3. Cultures arboricoles de rapport	2 581	73	2 653	3	3
4. Crédit	27 653	-	27 653	-	27
6. Services sociaux	2 333	72	2 405	3	2
7. Infrastructures rurales	15 176	54	15 230	0	15
8. Gestion du projet	7 010	1 210	8 221	15	8
<b>Total des coûts de base</b>	<b>100 091</b>	<b>2 076</b>	<b>102 167</b>	<b>2</b>	<b>100</b>
Provisions pour aléas d'exécution	3 265	89	3 354	3	3
Provisions pour hausse de prix	1 648	79	1 727	5	2
<b>COÛTS TOTAUX DU PROJET</b>	<b>105 004</b>	<b>2 244</b>	<b>107 248</b>	<b>2</b>	<b>105</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

↴ Do not delete this section break - it contains information about the **PORTRAIT** section above ↑

**TABLEAU 2 - PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composantes	FIDA		PAM		Gouvernement		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
Production végétale	970	2	15 117	33	28 452	62	1 141	3	45 680	43	455	44 371	854
Élevage et pisciculture	618	26	36	2	1 744	73	-	-	2 398	2	283	1 744	371
Cultures arboricoles de rapport	82	3	1 882	69	662	24	110	4	2 736	3	77	2 659	-
Crédit	24 641	89	-	-	-	-	3 057	11	27 698	26	-	27 698	-
Services sociaux	248	10	-	-	2 244	90	-	-	2 492	2	74	2 418	-
Infrastructures rurales	42	0,2	1 785	10	15 071	88	279	2	17 177	16	56	16 750	370
Gestion du projet	1 413	16	-	-	7 654	84	-	-	9 067	9	1 299	7 001	767
<b>Total des décaissements</b>	<b>28 014</b>	<b>26</b>	<b>18 826</b>	<b>18</b>	<b>55 828</b>	<b>52</b>	<b>4 586</b>	<b>4</b>	<b>107 248</b>	<b>100</b>	<b>2 244</b>	<b>102 641</b>	<b>2 363</b>

↴ Do not delete this section break - it contains information about the LANDSCAPE section above ↑



**PORTRAIT** [page](#)

29. **Financement rétroactif.** Afin que le projet puisse effectivement démarrer à temps pour la campagne de production 1998/99, un financement rétroactif ne dépassant pas 300 000 USD sera accordé pour les dépenses encourues après le 1<sup>er</sup> août 1998. Ces dépenses porteront entre autres sur le matériel et l'équipement; la formation à la planification participative et au S&E; l'élaboration des modules de formation, en particulier pour les activités des femmes; les études de marché et les plans techniques détaillés des infrastructures.

### **E. Passation des marchés, décaissements, comptabilité et vérification des comptes**

30. **Passation des marchés.** Les principaux articles à acheter dans le cadre du projet sont les véhicules et l'équipement, mais les quantités et la contribution financière du FIDA sont limitées. On appliquera les procédures d'appel à la concurrence locale acceptables pour le FIDA. Les travaux de génie civil pour la construction des périmètres d'irrigation, des routes et des réseaux d'adduction d'eau potable seront réalisés par les organismes publics pertinents qui, selon les besoins, feront appel à des entrepreneurs privés. Chaque marché dont le coût estimatif est inférieur à 20 000 USD pourra être passé sur la base des procédures de consultation de fournisseurs locaux.

31. **Décaissements.** Le prêt du FIDA sera décaissé sur une période de cinq ans et la date de clôture est fixée au 31 décembre 2004. Les retraits relatifs aux prêts pour les petits paysans décaissés par les CCR, aux dépenses pour la formation locale et aux paiements au titre de contrats inférieurs à l'équivalent de 20 000 USD seront effectués sur présentation d'états des dépenses certifiés. Pour toutes les formes de crédit, les décaissements seront effectués sur présentation d'états récapitulatifs des prêts octroyés aux agriculteurs par les CCR. Des récapitulatifs mensuels des montants décaissés et recouverts au titre du crédit seront conservés dans les BGP cantonaux pour examen par les missions de supervision. Pour garantir la prompte disponibilité des montants des prêts, un compte spécial distinct libellé en dollars des États-Unis sera ouvert et maintenu par chaque département provincial des finances. Un dépôt initial de 1,4 million de USD sera effectué sur chaque compte spécial. Les BGP cantonaux prépareront les demandes de remboursement qui seront présentées aux BGP provinciaux pour examen avant d'être transmises à l'institution coopérante.

32. **Comptabilité et vérification des comptes.** Des comptes consolidés du projet seront tenus par les BGP cantonaux et provinciaux avec le concours des unités de gestion financière et d'appui au crédit constituées de personnels détachés par le Bureau des finances. Les procédures d'établissement de rapports financiers et les pratiques comptables utilisées seront celles du Bureau des finances, dont les services de comptabilité disposent d'un personnel adéquat et tout à fait apte à répondre aux besoins du projet. Les CCR tiendront des comptes détaillés de tous les prêts octroyés dans le cadre du projet. La Cour des comptes, organisme totalement indépendant relevant du Conseil d'État, sera chargée de vérifier tous les comptes du projet. Cette vérification portera également sur la gestion des opérations de crédit, les décaissements et les recouvrements et sur les provisions pour mauvaises créances. Des copies certifiées des rapports de vérification seront soumis au FIDA et au BSP/ONU dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire. Le PAM exigera également des vérifications des dépenses liées au projet, de l'utilisation de l'aide alimentaire ainsi qu'une confirmation des journées de travail et des rations distribuées. Les deux types de vérification devront être effectués simultanément.

### **F. Organisation et gestion**

33. **Participation des bénéficiaires.** Des plans d'aménagement villageois individuels seront élaborés au moyen d'un processus participatif associant toute la population du village. Les groupes chargés de la réalisation à l'échelon du village, composés de responsables et de représentants des paysans, dont deux femmes, joueront un rôle fondamental dans la diffusion de l'information sur le projet et dans la



mobilisation de la communauté. Ces GRV seront également chargés de préparer les PAV par le biais d'un processus consultatif conduit au niveau des villages en utilisant, avec l'appui du BGP, la méthode ERP. Il sera également demandé aux bénéficiaires de donner leur avis sur les services reçus et sur les améliorations à apporter.

34. **Prise en compte des spécificités de chaque sexe.** Les propositions de projets sont fondées sur une analyse des spécificités des hommes et des femmes. Un bilan par sondage effectué au cours de l'atelier d'introduction à l'ERP a permis une focalisation précise sur les spécificités des deux sexes. Une attention particulière sera accordée aux services sociaux et aux activités impulsées par le crédit pour les femmes, qui sont défavorisées sur le plan du niveau d'éducation et de formation. Le projet leur dispensera une initiation aux grands principes du crédit et l'analyse des besoins de trésorerie pour les activités rémunératrices. Soixante-quinze pour cent environ de toutes les activités d'élevage, en particulier caprin et porcin, seront exécutées par des femmes bénéficiant de prêts. Celles-ci profiteront également des activités portant sur la pisciculture et les cultures de rente et 70% d'entre elles recevront une formation technique dans ces domaines. On veillera particulièrement à promouvoir des activités rémunératrices pour les femmes et quelque 10 000 rurales suivront un stage technique spécialisé d'une dizaine de jours. Un programme d'épargne pour les femmes sera introduit à titre expérimental. Les rations alimentaires du PAM seront principalement distribuées aux femmes rurales et aux enfants pauvres dans le cadre de sessions d'alphabétisation et de formation générale pour les activités rémunératrices. L'éducation sanitaire, où l'accent sera mis sur la nutrition et l'hygiène, sera réservée aux femmes.

35. **Gestion du projet.** À l'échelon national, les ministères de l'agriculture et des finances assumeront la responsabilité globale du projet. À l'échelon provincial, c'est le Département de l'agriculture qui sera au premier chef chargé de l'exécution du projet et de la coordination des activités des différents organismes concernés. Les départements provinciaux des finances assureront la gestion et la supervision des fonds du projet et veilleront au remboursement du prêt du FIDA. L'accord relatif à la gestion du projet précisera les procédures d'exécution et le rôle et les responsabilités de chaque organisme d'exécution, y compris des CCR à titre d'intermédiaires financiers. Des BGP seront établis à tous les échelons et dotés du personnel voulu; ils constitueront la branche exécutive des GPP, composés de hauts responsables des départements et bureaux associés à l'exécution du projet qui définiront l'orientation générale des interventions et assureront une coordination étroite entre les organismes d'exécution. Les GPP se réuniront tous les trimestres et, si besoin est, de façon *ad hoc*. Les BGP de canton assumeront l'essentiel des responsabilités de l'exécution au jour le jour du projet. Les BGP provinciaux seront chargés de l'exécution d'ensemble du projet et de la coordination des activités entreprises dans les cantons couverts par le projet avec l'appui des BGP préfectoraux.

36. **La gestion du crédit** sera confiée aux CCR qui assumeront l'entière responsabilité de l'octroi, du suivi et du recouvrement des prêts. Elles recevront les fonds destinés au crédit des BGP cantonaux par le biais de leurs fédérations respectives, sur la base d'accords de prêts subsidiaires conclus entre elles et les BGP.

37. **Le suivi** sera assuré conjointement par le FIDA, le PAM, GTZ et AusAID. Au cours d'un atelier consacré au suivi, les systèmes actuels d'établissement de rapports et de suivi seront modifiés ou simplifiés pour mieux les adapter aux besoins de la gestion du projet, avec l'aide d'experts provenant de projets en cours d'exécution. Dans chaque canton, des ateliers annuels permettront de faire le bilan du programme de travail et du budget de l'année antérieure. Le suivi assuré par les bénéficiaires à l'échelon des villages fera l'objet de rapports semestriels sur les services fournis par le projet et sur leur impact sur les ménages et la production. La méthodologie appliquée à la cartographie de l'analyse de la vulnérabilité sera utilisée pour l'enquête de référence et pour les mises à jour annuelles afin d'évaluer l'impact global du projet durant et après l'exécution.



38. **Évaluation.** Un bilan conjoint à mi-parcours sera réalisé au cours de la troisième année du projet par le FIDA, le PAM, GTZ et AusAID afin d'évaluer l'état d'avancement général du projet. Cet examen portera notamment sur les aspects qualitatifs de l'exécution, sur le bien-fondé d'assurer les services financiers par l'intermédiaire des CCR et sur les conditions de vie du groupe cible. Une étude d'impact et une évaluation permanente seront réalisées par les unités de S&E des BGP. L'analyse portera principalement sur l'impact des activités du projet sur les systèmes de production et sur la situation socio-économique des ménages participants en général, et des femmes en particulier. Le système de cartographie et de l'analyse de la vulnérabilité sera utilisé au maximum, tout comme les résultats du suivi à l'initiative des bénéficiaires. Une évaluation terminale du projet sera effectuée conjointement par les donateurs. Pour en garantir l'objectivité, des personnels n'appartenant pas au projet et des consultants de l'Académie provinciale des sciences agricoles et du Bureau provincial de la statistique seront recrutés pour réaliser les enquêtes.

### G. Justification économique

39. **Production et commercialisation.** Lorsque le projet aura atteint son plein effet, la production céréalière totale devrait avoir augmenté de quelque 157 000 tonnes par an, destinées essentiellement à la consommation des bénéficiaires. Les disponibilités alimentaires annuelles par habitant augmenteront donc de 45 kilogrammes, soit 25%. D'importants gains de production seront également enregistrés dans l'agroforesterie et dans des cultures locales de rapport. La demande régionale devrait absorber l'essentiel de la production, dont le solde devrait pouvoir être aisément écoulé sur les marchés nationaux et internationaux. La production additionnelle du secteur de l'élevage lorsque le projet sera à plein régime est estimée à 12,9 millions de USD par an.

40. **Avantages et bénéficiaires.** Environ 365 000 ménages recevront du crédit saisonnier pour la production vivrière, dont 150 000 environ bénéficieront aussi des activités d'élevage et de pisciculture et 86 000 des activités agroforestières. Le revenu de ces ménages, actuellement d'environ 150 USD, devrait atteindre de 420 à 570 USD. Un tel accroissement du revenu disponible permettra à ces familles d'acheter des vivres afin de parvenir à la sécurité alimentaire et de couvrir d'autres besoins essentiels, notamment les frais de scolarité et les services de santé. Au total quelque 85% de tous les ménages vivant dans la zone du projet participeront aux activités, dont 70% environ des femmes. La majorité des ménages appartiendra à l'une des minorités ethniques qui constituent la majorité de la population dans les cantons du projet.

41. **Taux de rentabilité économique (TRE).** Le TRE pour l'ensemble du projet est de 20%, mais il est légèrement supérieur à Tongren (22%) où d'importants investissements ont été réalisés (par le PAM) qu'à Qiandongnan (19%) et Xiangxi (20%). Ce taux de rentabilité relativement élevé tient au taux assez faible d'utilisation agricole à l'heure actuelle dans la zone du projet et aux accroissements substantiels de production qui peuvent être obtenus par des améliorations relativement simples et par l'accès au crédit. L'analyse de sensibilité indique que le projet devrait être en mesure de supporter des fluctuations négatives des avantages et des coûts tout en affichant des taux de rentabilité acceptables, nettement supérieurs au coût d'opportunité du capital, qui se situe actuellement entre 8 et 10%.

### H. Risques

42. Certains phénomènes climatiques extrêmes, un faible taux d'adoption des technologies améliorées et un manque d'enthousiasme à l'égard des formules de crédit constituent des facteurs de risque. Toutefois, pour pallier ces risques diverses mesures ont été spécifiquement incorporées à la conception du projet, notamment: travaux de génie civil pour l'irrigation et la maîtrise des crues; formation technique et services de vulgarisation répondant aux besoins des agriculteurs; formation des paysans; et sensibilisation aux possibilités offertes par les services de crédit. Le projet portera les retenues et autres installations de stockage de l'eau au niveau des normes nationales et diminuera la



vulnérabilité des zones grâce à la construction de digues contre les inondations. La topographie limite l'ampleur de catastrophes éventuelles. L'amélioration du stockage et de la gestion des eaux régularisera les approvisionnements pendant les longues périodes de sécheresse. Le personnel et les agriculteurs recevront une formation portant sur toutes les cultures vivrières et de rapport, l'élevage et la pisciculture pour faciliter l'adoption de technologies améliorées et d'intrants déjà connus et utilisés dans la zone du projet. De nouvelles technologies ne seront introduites que lorsque les activités expérimentales de recherche et développement en auront confirmé la validité.

### **I. Impact sur l'environnement**

43. L'impact du projet sur l'environnement devrait être très positif, grâce aux initiatives de mise en valeur des terres et de lutte contre l'érosion, à la construction d'ouvrages de gestion des eaux complétés par des dispositifs de maîtrise des crues et à l'introduction de méthodes adaptatives d'agriculture biologique améliorée. Tous les travaux d'infrastructures devront respecter la législation chinoise en matière de protection de l'environnement et les normes techniques nationales sous le contrôle du BPE. Les assurances nécessaires seront négociées pour garantir l'application de ces normes et critères au cours de l'exécution du projet.

### **J. Aspects novateurs**

44. Les données d'expérience et les enseignements tirés de la conception et de l'exécution de projets antérieurs ont été utilisés pour introduire un certain nombre de caractéristiques novatrices dans le présent projet, dont les principales sont les suivantes: i) renforcement constant des capacités des consultants nationaux, y compris formation du personnel local pour la réalisation de bilans hydriques et d'études de marché; ii) sensibilisation aux méthodes ERP et introduction de ces méthodes pour la planification de l'exécution des interventions à l'échelon des villages; iii) activités expérimentales portant sur des technologies traditionnelles, l'agriculture biologique et à faible coefficient de produits chimiques, et la lutte intégrée contre les ravageurs; iv) diversification des cultures afin d'introduire et d'encourager des cultures à valeur élevée, y compris les plantes médicinales; v) introduction d'un système d'agriculteurs-vulgarisateurs et d'activités pilotes avec des essais et des démonstrations sur les exploitations agricoles; vi) mise en place d'un responsable des problèmes propres à chaque sexe dans chaque BGP de canton; vii) emploi de la méthodologie de cartographie de l'analyse de la vulnérabilité comme outil d'évaluation de l'impact et d'obtention de données de référence; viii) collaboration avec le Département de la réforme des services financiers ruraux de la Banque populaire de Chine pour utiliser les CCR comme intermédiaires financiers et mécanismes de mobilisation de l'épargne; ix) introduction de l'assurance-bétail dans le programme de crédit; et x) financement complémentaire provenant de GTZ et d'AusAid.

## **TROISIÈME PARTIE - INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

45. Un accord de prêt entre la République populaire de Chine et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti à l'Emprunteur. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l'accord de prêt négocié est joint en annexe.

46. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

47. Il m'est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA.



## QUATRIÈME PARTIE - RECOMMANDATION

48. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République populaire de Chine un prêt en diverses monnaies d'un montant équivalant à vingt et un millions cent mille droits de tirage spéciaux (21 100 000 DTS) venant à échéance le 1er décembre 2038 et avant cette date. Ce prêt sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d'administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Fawzi H. Al-Sultan





## RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ

(Négociations conclues le 28 août 1998)

1. Le Gouvernement de la République populaire de Chine (ci-après dénommé "le Gouvernement") veille à ce que les BGP ouvrent et par la suite maintiennent des comptes distincts de développement du projet (CDP) auprès d'une banque agréée par le FIDA dans chaque province, préfecture et canton de la zone du projet. Le Gouvernement dépose ou fait déposer sur les CDP les fonds du prêt et sur les CDP de canton les fonds locaux de contrepartie qu'il doit fournir en quantité suffisante sur ses propres ressources ou sur d'autres ressources.
2. Dans chaque province le Gouvernement veille, entre autres, à ce que le Département de l'agriculture, les deux succursales provinciales de la Banque centrale, le Département des finances, le Département des forêts, le Département de santé publique, le Département des transports, le Département de la conservation des eaux, la Commission de l'instruction publique, le Bureau provincial de lutte contre la pauvreté, la Commission du plan, les BGP et la Fédération des femmes concluent un accord de gestion agréé par le FIDA portant sur la gestion du projet.
3. Le Gouvernement prend toutes mesures utiles pour que dans la mise en oeuvre et les activités du projet les facteurs environnementaux soient dûment pris en compte, notamment en veillant au respect de pratiques rationnelles d'emploi de pesticides agricoles. Le Gouvernement et le FIDA conviennent d'une liste positive de pesticides non dangereux pour l'environnement devant être achetés au titre du projet dans les six mois qui suivront la date de prise d'effet de l'accord de prêt.
4. Le Gouvernement veille à ce que les CCR établissent et maintiennent un fonds de roulement où seront placés le principal et les intérêts, nets de coûts d'opérations et autres frais, perçus sur les crédits consentis aux agriculteurs sur les fonds du prêt prévus pour le crédit supplémentaire. Les montants disponibles sur le fonds de roulement seront utilisés par chacune des CCR pour élargir les facilités de crédit aux bénéficiaires conformément à l'accord de prêt, pendant 15 ans au moins après la date de prise d'effet de l'accord de prêt.
5. Pendant l'exécution du projet, le Gouvernement et le FIDA réviseront conjointement à intervalles réguliers les taux d'intérêt à appliquer aux prêts consentis sur les fonds du prêt. S'il en est besoin, le Gouvernement prendra les mesures appropriées, compatibles avec ses politiques, pour harmoniser les taux d'intérêt sur les crédits avec la politique du FIDA concernant les taux de rétrocession. Dans l'exécution de ce qui précède, le Gouvernement veillera à ce que les CCR réduisent au minimum leurs coûts d'exécution de la composante diversification des revenus dans la mesure où ils affectent la marge d'écart d'intérêts.
6. Des GPP seront établis pour chaque province, préfecture et canton et seront chargés de fournir une orientation, d'approuver les plans et de diriger les activités du projet à leurs niveaux respectifs.
7. Les BGP seront établis au niveau des provinces, préfectures et cantons sous chaque GPP, et au niveau des communes pour administrer les activités du projet, répartir les ressources, effectuer une planification détaillée, superviser les opérations de crédit et surveiller l'exécution des travaux par les bureaux techniques. Les BGP de tous les niveaux auront une part importante de personnel féminin et les recrutements futurs viseront à atteindre un taux cible de 50% de femmes.



ANNEXE

8. Les GRV sont établis dans chaque village de la zone du projet et présidés par le chef du village. Ils comprendront, entre autres, la responsable de la Fédération des femmes, au moins trois représentants des bénéficiaires dont deux au moins seront des femmes, le comptable du village et des agriculteurs techniques. Le GRV est chargé de: a) surveiller et soutenir la mise en oeuvre du projet; b) diffuser l'information; c) formuler les PAV en concertation avec les ménages paysans; d) sélectionner les premiers bénéficiaires; et e) suivre l'avancement du projet.

9. Le Gouvernement veille à ce que le BGP rédige en langage simple un livret du projet, en concertation avec le FIDA et le PAM, dans les trente jours qui suivent la prise d'effet de l'accord de prêt pour informer les ménages cibles de la zone du projet et organiser des ateliers d'évaluation rurale participative pour aider à l'établissement des PAV.

10. Le BGP du PAM à Tongren sera intégré dans le BGP général du projet afin d'assurer la mise en oeuvre efficace du projet.

11. Suite aux recommandations du FIDA et du PAM, chaque BGP de canton aura un responsable des problèmes propres à chaque sexe pour surveiller les questions d'équité hommes-femmes. La Fédération des femmes fera partie de chaque BGP, et en cette qualité aura son mot à dire concernant la mise en oeuvre globale du projet. Ses prérogatives ne seront pas limitées aux questions touchant les femmes ni, par extension, aux questions de parité hommes-femmes.

12. Conformément à ses politiques et procédures habituelles, le Gouvernement utilisera la différence entre les taux du prêt et les taux de rétrocession à chaque administration provinciale nette des coûts et frais de manutention pour des activités de développement agricole similaires dans la zone du projet et d'autres régions pauvres du territoire du Gouvernement conformément aux objectifs du FIDA.

13. Dans la mesure où les cantons du projet pourraient avoir des difficultés à satisfaire les exigences en matière de fonds de contrepartie, l'administration provinciale concernée apportera l'appui additionnel nécessaire.

14. Le Gouvernement veille à ce que les administrations locales fournissent au projet un financement suffisant sous forme de dons et que les sources et l'utilisation des fonds de contrepartie soient confirmées et fassent partie du plan de travail et budget annuel (PTBA).

15. Le taux de rétrocession est le taux en vigueur au moment où se fait le transfert d'argent du Département provincial des finances (DPF) aux cantons.

16. S'agissant des fonds destinés au crédit, le DPF concerné acheminera les fonds vers le BGP provincial en question qui les transmettra directement aux BGP cantonaux. À leur tour, les BGP cantonaux les transmettront à la fédération des CCR qui les distribuera aux CCR. Les BGP cantonaux feront parvenir à la fédération des CCR un montant qui servira de dépôt initial sur le fonds de roulement de chaque CCR. Ces dépôts couvriront les besoins estimés en crédit conformément au plan de travail et budget de la première année convenu par chaque BGP cantonal.

17. Tous les prêts consentis au titre du projet seront décaissés par l'intermédiaire des CCR et uniquement dans les villages sélectionnés de la zone du projet, conformément aux accords de prêt subsidiaires, agréés par le FIDA, devant être conclus entre les CCR et les BGP cantonaux et conformément aux PAV approuvés. Les CCR seront pleinement responsables des fonds destinés au crédit conformément aux accords contractuels passés avec les BGP au niveau des cantons. Les CCR recevront les fonds destinés au crédit à un pourcentage qui assure un écart minimal pour couvrir tous



les coûts de transaction qui sont actuellement estimés à environ 4%. Les fonds provenant des 4% pour la gestion et les frais généraux des CCR ne seront pas utilisés pour compenser les pertes antérieures dues à d'autres activités. Les CCR et leurs fédérations maintiendront des comptes distincts pour y placer les fonds destinés au crédit.

18. Les provisions pour mauvaises créances des fonds pour le risque se feront conformément aux règles stipulées par la Banque centrale en la matière. En confiant le Fonds pour le risque de crédit à la fédération des CCR on a une garantie supplémentaire étant donné que les fonds pour le risque de toutes les communes d'un même canton seront consolidés. Un Fonds pour le risque de crédit sera formé à partir de l'écart d'intérêts avec des dépôts équivalant à 1,5% de la moyenne des prêts secondaires impayés et sera déposé dans un compte pour couvrir les mauvaises créances. Ce Fonds pour le risque de crédit sera conservé et géré à la fédération de CCR pendant 15 ans, et les intérêts perçus sur ce compte seront conservés dans le Fonds pour le risque de crédit. Les retraits sur ce fonds seront déterminés par la fédération des CCR et les BGP communaux et soumis au FIDA pour approbation avant d'être effectués.

19. Les prêts contractés par les CCR pour l'achat d'animaux (boeufs, cochons et chèvres) seront couverts par une assurance. Les bureaux de production animale des cantons du projet seront chargés de prendre toutes les mesures nécessaires dans leur canton pour que les assurances prennent effet avant que les prêts pour l'achat d'animaux ne soient versés aux paysans. La prime d'assurance, qui n'a pas encore été déterminée, sera suffisamment élevée pour couvrir le coût de l'assurance, tout en restant suffisamment faible pour ne pas grever le budget des ménages paysans pauvres qui doivent bénéficier des activités de production animale.

20. Le Gouvernement veillera à ce qu'au minimum la moitié des prêts secondaires consentis au titre du projet soient réservés aux femmes et que les femmes puissent, en leur nom propre, devenir membre d'une CCR et avoir les mêmes droits que les hommes, y compris celui d'emprunter. Les personnes très pauvres et les minorités se verront consentir des prêts secondaires au même titre que les autres bénéficiaires.

21. Le Gouvernement veillera à ce que les arrangements de suivi et évaluation devant être établis prévoient le suivi conjoint des questions spéciales qui intéressent le FIDA, le PAM, la GTZ et l'AusAID et qui concernent:

- a) le degré de participation des ménages bénéficiaires à l'établissement des PAV, au choix des activités de développement et au processus de suivi et de compte rendu des activités du projet;
- b) le degré de participation des ménages bénéficiaires aux activités vivres-contre-travail et l'effet sur la sécurité alimentaire;
- c) l'approbation des PAV et des mesures qu'ils prévoient pour aider les ménages les plus démunis et les femmes;
- d) le nombre de femmes participant aux activités de formation et aux activités économiques, le nombre de ménages ayant à leur tête une femme qui reçoivent des crédits à la production et les types d'activités financées;
- e) le développement d'initiatives locales de crédit à travers les CCR, y compris le nombre des CCR assistées par le projet, le nombre d'actionnaires, la structure financière de ces CCR et les données relatives à leurs programmes de rétrocession;



ANNEXE

- f) l'efficacité des CCR en matière d'octroi des prêts aux bénéficiaires du projet, notamment la conformité aux critères de sélection, la gestion des comptes particuliers, les remboursements, les arriérés et les fonds qui sont remis aux bénéficiaires additionnels;
  - g) comme il se doit, le suivi fera la différence entre les hommes et les femmes bénéficiaires.
22. Le Gouvernement veille à ce qu'un audit environnemental approprié soit effectué.
23. Le Gouvernement veille à ce que les ménages désavantagés par les travaux d'infrastructure menés au titre du projet soient indemnisés et que, ceux qui perdent leur exploitation reçoivent des terres ayant le même potentiel de production. En outre, les droits de riverain des communautés en aval seront préservés.
24. Le Gouvernement veille à ce que, dans la plus grande mesure du possible, des procédures à haute intensité de main-d'oeuvre soient utilisées pour les travaux de construction effectués au titre du projet. La priorité absolue pour les postes de travail non qualifié sera donnée aux membres des familles du projet. Autant que faire se peut, on fera appel à la main d'oeuvre qualifiée de la zone du projet.
25. Le Gouvernement veille à ce que les redevances d'eau soient assez élevées pour couvrir les coûts de fonctionnement et d'entretien des périmètres d'irrigation du projet. Les instruments de mesure inclus dans la conception du projet rendront possible le recours au système de l'utilisateur payeur dans les cantons du projet. Les taux à prélever seront déterminés lors du bilan à mi-parcours.
26. Comme toutes les routes villageoises seront construites ou refaites selon les spécifications de la catégorie IV, le Gouvernement veillera à ce que leur entretien permanent incombe au bureau des transports du canton. Une augmentation suffisante sera prévue à cette fin dans leurs budgets et fonds.
27. Le Gouvernement veille à ce que, dans des circonstances normales, le directeur de projet nommé reste en poste au moins jusqu'à la fin de la troisième année du projet.
28. Les bureaux provinciaux de production animale et de pêche veilleront à ce que des vaccins et médicaments pour animaux et poissons soient fournis aux complexes des communes du projet en temps voulu, en bonne quantité et qualité pour être utilisés par les ménages bénéficiant de prêts pour la production animale et piscicole.
29. Deux membres de chaque ménage participant au projet de production animale et/ou piscicole auront droit à une formation en la matière.
30. Tous les travaux de construction des infrastructures et de remise à neuf financés au titre du projet se conformeront aux normes nationales en la matière et aux lois sur l'environnement. Tous les plans de construction seront soumis au Bureau de la protection de l'environnement pour approbation. Plus précisément, des mesures adéquates pour éviter les effets négatifs pour l'environnement de la construction d'infrastructures rurales (construction et réparation de routes, développement de l'irrigation) feront partie de la conception technique, notamment tracés en plan judicieux pour éviter les zones susceptibles d'érosion, conduits transversaux adéquats, mesures de protection des pentes ascendantes et descendantes, y compris fossés d'évacuation.



31. Le développement des infrastructures d'irrigation ne se fera que sur la base d'études compétentes de la portée des impacts, et en incluant des mesures de correction le cas échéant, ainsi que les systèmes de suivi y afférents. Une mise en regard de la disponibilité en eau et de la demande sera effectuée avant d'entreprendre les travaux d'irrigation/drainage et, si besoin est, la conception sera modifiée en conséquence.
32. Le Gouvernement veille à ce que le matériel de plantation fourni au titre du projet soit de haute qualité.
33. Des études détaillées des marchés et de faisabilité relatives aux activités de crédit proposées seront menées avant de consentir des prêts secondaires pour n'importe quel type d'activité rémunératrice impulsée par le crédit et financée par le projet et les résultats soumis au FIDA.
34. Le Gouvernement veille à ce que la Fédération des femmes ne bénéficie pas financièrement de la commercialisation de la production réalisée par les femmes grâce aux prêts du projet. L'appui à la Fédération des femmes se limitera à la formation, aux équipements et au matériel didactique et comprendra le transport, le matériel de bureau, et les voyages d'études pour les représentantes des fédérations des femmes des cantons et communes .
35. Le Gouvernement veille tout spécialement à ce que l'on forme les paysans et les paysannes à l'utilisation, la manipulation et le stockage sans danger des produits agrochimiques afin de réduire au minimum leurs effets toxiques aigus et chroniques. Le personnel technique veillera à recommander les produits chimiques efficaces les moins dangereux. Dans la mesure du possible, on privilégiera les méthodes de lutte intégrée contre les parasites.
36. Le Gouvernement veille à ce que les coûts de fonctionnement et le financement des services techniques soient assurés une fois le projet terminé et que les normes du projet soient maintenues.
37. Le Gouvernement veille à ce que les aliments distribués aux bénéficiaires du projet satisfassent aux normes de qualité du PAM.
38. Le Gouvernement veille à ce que les paysans qui effectuent des activités de développement des terres au titre du projet obtiennent des droits d'utilisation des terres pour une période d'au moins 30 ans.
39. La construction/remise en état des complexes d'agriculture et d'élevage des communes sera précédée par un inventaire d'évaluation des besoins et des locaux communs seront proposés dans la mesure du possible pour assurer une utilisation plus efficace des fonds pour les sites, bâtiments et services et pour assurer un meilleur service aux paysans.
40. Les départements provinciaux de l'agriculture veilleront à obtenir une autorisation en matière de planification et l'affectation des terrains pour la construction du centre de formation du BGP.
41. Le Gouvernement s'efforce dans la mesure du possible d'assurer une bonne coordination entre le FIDA, le PAM, la GTZ, l'AusAID et les agents d'exécution.
42. Il ne sera procédé à aucun prélèvement du compte de prêt:
  - a) tant que le PTBA de cette même année n'aura pas été soumis au FIDA et approuvé;



ANNEXE

- b) pour les dépenses au titre de la composante développement des services sociaux du projet pour chaque province, tant que le Conseil d'administration du PAM n'aura pas approuvé le don du PAM pour la province concernée;
  - c) pour les dépenses au titre de la composante crédit supplémentaire du projet, pour toute commune de la zone du projet où la CCR doit fournir un crédit supplémentaire tant que l'accord de prêt subsidiaire entre le BGP de la commune et la CCR, agréé par le FIDA, n'a pas été exécuté.
43. L'entrée en vigueur de l'accord de prêt est subordonnée à la condition additionnelle suivante:
- l'accord de gestion dont la forme et le fond sont acceptables pour le FIDA a été exécuté.



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

## COUNTRY DATA

## CHINA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 1994 1/</b>	<b>9 326</b>	<b>GNP per capita (USD) 1995 2/</b>	<b>620</b>
<b>Population (million) 1995 1/</b>	<b>1 200</b>	<b>Average annual real rate of growth of GNP per capita, 1985-95 2/</b>	<b>8.0</b>
<b>Population density (population per km<sup>2</sup>) 1995 1/</b>	<b>129</b>	<b>Average annual rate of inflation, 1985-95 2/</b>	<b>9.5</b>
<b>Local currency</b>	<b>Yuan</b>	<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	<b>CNY 8.30</b>
	<b>Renminbi</b>		
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual rate of growth) 1980-95 1/	1.3	GDP (USD million) 1995 1/	697 647
Crude birth rate (per thousand people) 1995 1/	17	Average annual rate of growth of GDP 1/	
Crude death rate (per thousand people) 1995 1/	7	1980-90	10.2
Infant mortality rate (per thousand live births) 1995 1/	34	1990-95	12.8
Life expectancy at birth (years) 1994 3/	68.9	Sectoral distribution of GDP, 1995 1/	
Number of rural poor (million) 1/	96.2	% agriculture	21
Poor as % of total rural population 1/	11.5	% industry	48
Total labour force (million) 1995 1/	709	% manufacturing	38
Female labour force as % of total, 1995 1/	45	% services	31
<b>Education</b>		Consumption, 1995 1/	
Primary school enrolment (% of age group total) 1993 1/	109	Government consumption (as % of GDP)	12
Adult literacy rate (% of total population) 1994 3/	80.9	Private consumption (as % of GDP)	46
<b>Nutrition</b>		Gross domestic savings (as % of GDP)	
Daily calorie supply per capita, 1992 3/	2 729	<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Index of daily calorie supply per capita (industrial countries=100) 1992 3/	88	Merchandise exports, 1995 1/	148 797
Prevalence of child malnutrition (% of children under 5) 1989-95 1/	17	Merchandise imports, 1995 1/	129 113
<b>Health</b>		Balance of trade	
People per physician, 1993 1/	1 063	Current account balances (USD million)	
People per nurse, 1993 1/	1 490	before official transfers, 1995 1/	183
Access to safe water (% of population) 1990-96 3/	67	after official transfers, 1995 1/	1 618
Access to health service (% of population) 1990-95 3/	88	Foreign direct investment, 1995 1/	35 849
Access to sanitation (% of population) 1990-96 3/	24	Net workers' remittances, 1995 1/	350
<b>Agriculture and Food</b>		Income terms of trade (1987=100) 1995 1/	
Cereal imports (thousands of metric tonnes) 1994 1/	16 331	<b>Government Finance</b>	
Food imports as percentage of total merchandise imports 1993 1/	3	Overall budget surplus/deficit (as % of GDP) 1994 1/	-1.9
Fertilizer consumption (hundred grams of plant nutrient per arable ha) 1994/95 1/	3 088	Total expenditure (% of GDP) 1994 1/	9.4
Food production index (1989-91=100) 1995 1/	135	Total external debt (USD million) 1995 1/	118 090
Food aid in cereals (thousands of metric tonnes) 1994-95 1/	n.a.	Total external debt (as % of GNP) 1995 1/	16.4
<b>Land Use</b>		Total debt service (% of exports of goods and services) 1995 1/	
Agricultural land as % of total land area, 1994 1/	53	Nominal lending rate of banks, 1995 1/	12.1
Forest and woodland area (km <sup>2</sup> thousand) 1990 1/	1 247	Nominal deposit rate of banks, 1995 1/	11.0
Forest and woodland area as % of total land area, 1990 1/	13		
Irrigated land as % of arable land, 1994 1/	51.5		

Source: IFAD/WFP.

n.a. not available.

Figures in italics indicate data that are for years or periods other than those specified.



APPENDIX .....

- 1/ World Bank, *World Development Report*, 1997
- 2/ World Bank, *Atlas*, 1997
- 3/ UNDP, *Human Development Report*, 1997



### PREVIOUS IFAD LOANS IN CHINA

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Currency	Approved Loan/Grant Amount	Disbursement (as % of approved amount)
Northern Pasture and Livestock Development	IFAD	UNOPS	HC	22 Apr 81	20 Jul 81	31 Dec 88	L - I - 62 - CH	SDR	28 700 000	100%
Hebei Agricultural Development	IFAD	World Bank: IBRD	I	15 Sep 82	14 Jan 83	31 Dec 88	L - I - 107 - CH	SDR	22 900 000	100%
Rural Credit	IFAD	World Bank: IDA	HC	11 Sep 84	22 Jan 85	30 Jun 89	L - I - 153 - CH	SDR	24 250 000	100%
Guangdong Integrated Freshwater Fish Farming	IFAD	World Bank: IBRD	I	03 Dec 86	24 Mar 87	31 Dec 92	L - I - 195 - CH	SDR	10 150 000	96.4%
Sichuan Livestock Development Project	IFAD	UNOPS	HC	30 Nov 88	16 May 89	30 Jun 95	L - I - 233 - CH	SDR	13 400 000	100%
Shandong/Yantai Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	07 Dec 89	10 Jul 90	31 Dec 96	L - I - 254 - CH	SDR	16 800 000	100%
Shanxi Integrated Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	04 Apr 91	26 Jul 91	30 Jun 98	L - I - 281 - CH	SDR	17 850 000	99.9%
Jilin Low-lying Land Development	IFAD	UNOPS	HC	14 Apr 92	15 Jun 92	30 Jun 98	L - I - 300 - CH	SDR	20 000 000	99.9%
Yunnan-Simao Minorities Area Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	15 Sep 93	10 Dec 93	31 Dec 00	L - I - 335 - CN	SDR	18 400 000	87.2%
Qinghai/Hainan Prefecture Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	05 Dec 94	08 Jun 95	30 Jun 01	L - I - 364 - CN	SDR	13 500 000	75.0%
Jiangxi/Ganzhou Integrated Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	06 Dec 95	10 May 96	30 Jun 01	L - I - 395 - CN	SDR	15 950 000	58.4%
Northeast Sichuan and Qinghai/Haidong Integrated Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 96	14 May 97	31 Dec 02	L - I - 424 - CN	SDR	19 100 000	18.0%
Southwest Anhui Integrated Agricultural Development	IFAD	UNOPS	HC	11 Sep 97	12 Dec 97	30 Jun 03	L - I - 451 - CN	SDR	19 100 000	09.7%





↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

## PROJECT COMPONENTS

### Detailed Description and Implementation Arrangements

#### Credit

1. The provision of loans to rural households constitutes the major project activity. Township RCCs will be responsible for supplying credit after receiving IFAD funds as a sub-loan from the county PMOs through their RCC unions. Credit will be provided on a short, medium and long-term basis, against proof of a positive cash flow and a high internal rate of return. Farmers are expected to raise 10% of the total amount for activities to be funded on medium and long-term credit. To minimize the risks involved, two lines of action are foreseen: (a) the economic environment will be improved through support for better marketing and the development of a marketing information system to assure long-term sustainability of investment efforts; and (b) the physical production environment will be improved through investments in basic socio-economic infrastructure and social services, which will increase production capacity through improvement and expansion of arable land, better education, health, transport and marketing opportunities. At least 50% of the total credit disbursed will go to women, and any viable proposal will be considered for support. To ensure women's participation in credit uptake, appropriate training and awareness-building will be arranged by the PMOs and VIGs.

2. **Agricultural credit**, mainly consisting of seasonal loans for agricultural inputs, are expected to benefit 365 000 farmers or about 80% of the target group. Seasonal credit will be especially promoted for households which have benefited from land improvement measures so as to maximize returns on investments and input use. The project will also finance medium-term loans to individuals or small groups for agricultural and processing equipment.

3. **Livestock**. Medium-term credit will be provided to 109 800 households for cattle, pig, goat, roiler and duck raising. Individual households will raise one unit of cattle, one or two pigs, five female breeding goats or 50 broilers or ducks, depending on feed and labour availability, individual interests and marketing potential. Small livestock activities, mostly undertaken by women, were high on their agenda during the PRA exercises.

4. **Fish production**. Fish farming is a traditional activity practised by all ethnic minority groups in the project area. Medium-term loans will be provided to 33 320 households and long-term credit to up to as many as 1 520 households for common carp cage culture. With a view to introducing higher-yielding production systems, credit will be provided for improved extensive/intensive paddy fish culture and common carp and grass carp cage culture. Loans will cover pond and/or cage construction costs and the purchase of fingerlings, feed and medicines.

5. **Agroforestry and cash crops**. Medium-term credit will benefit about 14 000 households whereas long term loans, mainly for fruit trees, will benefit some 5 300 households. Loans to farmers for cash crop production activities are tailor-made to the specific needs and possibilities of individual farmers. For tree crops, the first profits can only be expected after five to six years, and thus the repayment and grace periods will be scheduled accordingly. Provision will be made for multiple loan instalments to pay for annual fertilizer and pesticide requirements. Whenever possible, medium-term credit will be associated with short-term credit for rapid income-generating activities, so that the income generated may be used to invest in, and repay, medium-term credit. Short-term activities will include annual food and fodder crops for intercropping.



## Rural Infrastructure

6. **Irrigation development.** This component is expected to benefit some 77 000 households through support for the construction and rehabilitation of small reservoirs, reinforcement of ponds, building of new pumping stations, and the construction of main, branch and lateral canals and farm ditches, drainage facilities, check dams and flood-control dykes. Training in water management will be provided to all directly concerned households and village technicians, thus assuring a sound understanding of responsibilities and rights with regard to water management. Water management charges will be levied to cover operational and maintenance costs, excluding voluntary labour, and water user groups will be created to monitor them. Maintenance will be the responsibility of the beneficiaries and it will be monitored by the relevant technical bureaux.

7. **Drinking water.** Safe drinking water will be provided to some 8 770 households, most of them situated in remote areas. The project will develop 45 individual schemes, comprising 40 gravity schemes, one regulating pool, and four deep wells equipped with pumps.

8. **Rural access roads and electricity.** Rural roads and track construction and/or rehabilitation will benefit some 74 000 people and 74 villages through completion of the existing network and the opening up of access to remote villages. Rural electricity development will benefit 63 villages and 64 000 people. Power transmission lines will be installed to solve the energy problem for lighting, the operation of water pumps and processing for communities without access to electricity.

## Food Crop Production

9. **Land development.** Sloping land is subject to flooding, erosion and loss of fertility. The levelling and terracing of about 33 000 mu will guarantee more efficient cropping and better yields. The project will finance stones and tools, and the farmers will receive a subsidy of CNY 5/day for their labour. The project will also support drainage for flooded paddy land; conversion of drylands into paddy fields; and the improvement of infertile land.

10. **Seed multiplication.** Farms will receive support for high-yielding varieties of rice, corn and potatoes in nine project counties. To satisfy the need for planting material for soil conservation, the multiplication stations will also produce slips of vetiver and other species that bind the soil and reduce erosion.

11. **Extension.** The project will strengthen and improve the extension capacity of county and township ABs through the provision of training and equipment, and the rehabilitation/construction of extension centres. Wherever possible, the sharing of premises with other technical services will be proposed. Village-level on-farm trials and demonstrations will be carried out on farmers' fields, with at least 50% on the fields of the most vulnerable households. These on-farm trials will introduce improved technology, research and develop organic farming, and low-cost soil conservation and water harvesting methods.

## Livestock and Fish Production Development

12. **Institutional support.** The livestock services have deteriorated over the past 10 years due to reforms and lack of funds. The project will support the improvement, establishment and equipping of animal husbandry and fishery service stations. Both services will share the new facilities, which will include buildings, laboratory and vehicles. Stations will be equipped to provide minimum health and extension services against payment by the farmers. Each county station will receive a pick-up,



APPENDIX III

whereas the township stations will be provided with a motorbike so that the remote villages can be reached more easily.

13. **Training** will be provided to all households receiving loans for livestock or fish production. County and township level technicians and farmer technicians will be trained in fishery techniques. The farmers will receive training before loan disbursement and animal purchase. Training courses will be open to two members per household so that both the husband and the wife can attend.

14. **Livestock insurance.** All households receiving loans for cattle, pig and goat production will be required to participate in a compulsory insurance scheme to protect farmers in the event the animals die. The insurance premium will be part of the loan package, and it will be run in close cooperation with the animal husbandry bureaux, which will provide animal health and extension services to reduce the livestock mortality rates and hence the risk of loss.

**Cash Crops**

15. Cash crops, and cash crop trees in particular, figure prominently among the requests from beneficiaries, including women, because they provide substantial income. The project will support the rehabilitation of existing tree plantations and new plantings, plus one million bags of mushrooms. Whenever possible, perennial cash crop cultivation will be associated with livestock to provide manure, shade and fodder. Terracing of mountain land will be undertaken for all new plantings of cash crop trees. Loans to sustain cash crop cultivation will be disbursed only if terraces have the necessary erosion control measures. Technical training will be provided to staff of the relevant technical bureaux and farmers, particularly for new plantations.

**Social Support Services**

16. **Women's literacy training** will be provided for about 150 000 illiterate women between 15 and 49 years of age. Learning materials and one WFP ration per training day will be provided. General technical training, focusing on food and cash crop farming and related techniques at the village level, will benefit about 70% of the women. About 9 500 rural women at the township level will participate in special skills training focused on specific income-generating activities. Training materials, teachers' allowances, and WFP food rations will be provided. All women eligible for credit will participate in 10-day training courses on basic accounting, financial management, credit procedures and marketing. Detailed marketing and feasibility surveys will be submitted for review before any loans are extended.

17. **A group savings scheme** will be introduced on a pilot basis to encourage women to form groups and put aside money on a regular basis so as to increase their assets. Such savings will be deposited in a joint account with the local RCCs, and members will have an individual savings book. The funds in the account may be lent to members on terms and conditions decided by the group. The scheme will be initiated, managed and monitored by township and county PMOs and the Women's Federation.

18. **Health care services.** Basic health care and nutrition training will be provided to approximately 66 000 rural women. At the township level, about 773 selected village and township health care staff will participate in special skills training. A medical team in each village will organize awareness-building sessions on women's diseases in order to check the health of some 110 250 women between the ages of 16 and 45. Treatment for the poorest and very poor women will be free of charge or subsidized. Basic equipment, health care, staff travel, training allowances and transport will be provided.



## **Institutional Support**

19. **Project management offices.** Senior provincial and county PMO staff will receive 120 man-days of training in project management and participatory techniques, data collection and interpretation, and computer skills. Access to the Internet will be provided. More advanced technical training will be conducted at the province level, where a small training centre is to be built. The project will provide training equipment, printed material, vehicles and office equipment. Provincial staff will participate in training visits to other IFAD projects in China and abroad. At least two professional staff in each province will receive coaching in English.

20. **Credit management** will be devolved to the RCCs which will assume full responsibility for delivery, monitoring and recovery. The RCCs, which will receive the credit funds from the county PMOs through their unions on the basis of subsidiary loan agreements, will be strengthened through staff training and the provision of equipment. Existing training facilities, materials and methodologies will be improved at the level of the RCC unions and the prefecture-level PBC office. This subcomponent will be financed by GTZ.

21. **The strengthening of the Women's Federation** to enable it to participate in the implementation of the women's programme, including women's income-generating activities, will be supported through training, equipment, training materials, transportation, office equipment, and study tours for county and township Women's Federation representatives to other provinces.



APPENDIX IV

↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

**LOGICAL FRAMEWORK**

<b>NARRATIVE SUMMARY</b>	<b>Verifiable Indicators</b>	<b>Means of Verification</b>	<b>Important Assumptions</b>
<b>Goal:</b> Poverty reduced in Wulin mountain area	1 Per capita / per farm family incomes	1.1 County level VAM 1.2 Provincial statistical report	<b>(Goal to Supergoal):</b>
<b>Purpose:</b> Agricultural production in Wulin mountain areas increased	1 Agricultural output (in tonnes) from the project area	1.1 Sample household surveys, annual 1.2 Provincial statistical report	<b>(Purpose to Goal):</b> 1. Prices of agricultural products remain attractive 2. No major floods, droughts, diseases.
<b>Outputs:</b>			<b>(Output to Purpose):</b>
1 Township (RCC) level small farmer lending increased	1.1 No. and volume of small farmer loans, and percentage of approved versus submitted applications	1.1.1 Project M & E system 1.1.2 RCC reports	Loans are used for defined purposes (agricultural production and income generation)
2 Responsive, farmer-extensionist services provided to farm families	2.1 Percentage of project farmers who have adopted the recommended improved technologies	2.1.1 Project M & E 2.1.2 Beneficiary - six-monthly report	Technical advice is matched with availability of material inputs required for implementing improved technologies
3 Participatory VDP established and operational	3.1 No. VDPs prepared with PRA	3.1.1 Project M & E 3.1.2 Sample household survey 3.1.3 Beneficiary six-monthly report	Farmers priorities are in line with market demands
4 Irrigation systems upgraded, and a sustainable O&M system introduced	4.1 No. of mu newly irrigated land and no. of improved schemes established 4.2 No. of Water User Groups (WUGs) established and functioning	4.1.1 Project M & E 4.2.1. Project M & E	Water users agree to the need to formalize WUGs and accept the need for cost recovery to sustain the irrigation system
5 Arable land area increased and productivity of existing agricultural land improved	5.1 No. of mu sloping land converted into arable land by terracing and levelling 5.2 No. of mu of arable land improved	5.1.1 Project M & E 5.2.1 Project M & E	Production inputs are available in sufficient quality and quantity and on a timely basis
6 Improved marketing information available to PMO and RCC staff and beneficiaries	6.1 No. of market surveys executed	6.1.1 Project M & E	Market information is effectively used for decision-making in investment planning
7 Women's access to credit and female literacy and health status among ethnic minority households improved	7.1 Literacy rate among adult ethnic minority women 7.2 Percentage of overall project loan amount borrowed by women	7.1.1 Project M & E 7.1.2 County level VAM 7.2.1 Project M & E 7.2.2 RCC records	
8 Adaptive research and development programme established; appropriate, improved production technologies developed	8.1 No. mu of farmers' fields used for trials and demonstrations 8.2 No. of improved technology packages tested and introduced on a larger scale through the extension service	8.1.1 Project M & E	Field trials identify appropriate, feasible and profitable packages acceptable to farmers



--	--	--	--



APPENDIX IV

<p>9 Rural infrastructure upgraded</p>	<p>9.1 Km and type of roads constructed / rehabilitated and maintained</p> <p>9.2 No. drinking water schemes completed</p> <p>9.3 No. health and education facilities improved, constructed, maintained and no. of end users</p>	<p>9.1.1 Project M &amp; E</p> <p>9.2.1 Project M &amp; E</p> <p>9.3.1 Project M &amp; E</p>	
Activities	Inputs	Means of Verification	Important Assumptions
<p>1.1 Provide credit line to RCCs</p> <p>1.2 Upgrade RCC's capacity to operate larger loan portfolio efficiently</p> <p>1.3 Upgrade project beneficiary capacity of requesting, utilising and repaying loans effectively</p> <p>2.1 Construct / rehabilitate extension/service stations and provide necessary equipment and transport</p> <p>2.2 Conduct training for technical service staff and farmer extensionists</p> <p>2.3 Organize on-farm trials and demonstrations</p> <p>3.1 Organize PRA training for VIGs and PMO staff</p> <p>4.1 Construct and rehabilitate reservoirs, ponds, pumping stations, canals and ditches, check dams, flood-control dykes and drains</p> <p>4.2 Train farmers and technicians in water management, and establishing WUGs</p> <p>5.1 Terrace and level mu of sloping land and establish soil protection bunds</p>	<p>1.1 Credit line</p> <p>1.2.1 RCC staff training in loan appraisal, monitoring, recovery; computer operations</p> <p>1.2.2 Equipment for RCC township offices, esp. computers</p> <p>1.3.1 Beneficiary training</p> <p>2.1.1 Buildings, laboratory and office equipment</p> <p>2.1.2 Vehicles and motorbikes</p> <p>2.2.1 Training and teaching material; food-for-training</p> <p>2.3.1 Materials for on-farm trials and demonstrations</p> <p>3.1.1 Training, workshops</p> <p>4.1.1 Unskilled labour (food-for-work), skilled labour</p> <p>4.1.2 Construction materials</p> <p>4.2.1 Training, food-for-training for farmers</p> <p>4.2.2 Training materials</p> <p>5.1.1 Skilled and unskilled (food-for-work) labour</p> <p>5.1.2 Materials, tools</p>	<p>1.1 Project M&amp;E system</p> <p>1.2 Project M&amp;E system</p> <p>1.3 Project M&amp;E system</p> <p>2.1 Project M&amp;E system</p> <p>2.2 Project M&amp;E system</p> <p>2.3 Project M&amp;E system</p> <p>3.1 Project M&amp;E system</p> <p>4.1 Project M&amp;E system</p> <p>4.2 Project M&amp;E system</p> <p>5.1 Project M&amp;E system</p>	<p>Credit funds provided are managed as a revolving fund</p> <p>Cofinancing available on a timely basis</p> <p>Beneficiaries risk aversion mitigated</p> <p>Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis</p> <p>Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis</p> <p>Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis</p> <p>Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis</p>





5.2 Construct drainage system for water-logged paddy land, convert dry land into paddy land, improve of infertile land	5.2.1 Unskilled labour (food-for-work) 5.3.2 Construction material (e.g., drainage pipes) 5.3.2 Seeds, fertilizer, manure 5.3.3 Transportation of soil	5.2 Project M&E system	
6.1 Carry out market surveys	6.1.1 PMO budget for surveys	6.1 Project M&E system	
6.2 Develop marketing nursery model, train county PMOs	6.2.1	6.2 Project M&E system	
7.1 Provide credit for women and earmark part of the project's credit line for women (through RCCs)	7.1.1 Credit line	7.1.1 Project M&E system 7.1.2 RCC records	Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis
7.2 Organize literacy and health care training for women	7.2.1 Teachers' allowances 7.2.2 Books and materials 7.2.3 Food rations for participating women	7.2 Project M&E system	
7.3 Upgrade capacity of the Womens' Federation to facilitate the implementation of the women-in-development activities	7.3.1 Training of WF representatives 7.3.2 Office equipment 7.3.3 Study tours	7.3 Project M&E system	
7.4 Create awareness among PMO and RCC staff and VIGs on gender issues	7.4.1 Gender focal point in PMOs 7.4.2 Training, workshops	7.4 Project M&E system	
8.1 Establish on-farm trials for improved technologies	8.1.1 Materials and inputs for the trials	8.1 Project M&E system	
9.1 Construct and/or rehabilitate rural roads, drinking water schemes and power transmission lines	9.1.1 Skilled labour 9.1.2 Unskilled labour (food-for-work) 9.1.3 Materials	9.1 Project M&E system	Counterpart funds and cofinancing available on a timely basis

## COST AND FINANCING

### Disbursement Accounts by Financiers USD '000

	GTZ		WFP		IFAD		Government		Beneficiaries		Total		For. Exch.	Local (Excl. Taxes)	Duties & Taxes
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%			
1. Materials and civil works	-	-	-	-	-	-	21 710.7	98%	412.7	2%	22 123.42	21%	-	21 268.0	855.4
2. Labour	-	-	14 876.4	63%	-	-	7 625.3	32%	1 116.7	5%	23 618.39	22%	-	23 618.4	-
3. Vehicles and equipment	-	-	-	-	2 500.7	48%	2 696.5	52%	-	-	5 197.22	5%	987.9	2 702.1	1 507.2
4. Credit	-	-	-	-	24 641.4	100%	-	-	-	-	24 641.38	23%	-	24 641.4	-
5. Beneficiary contribution /a	-	-	-	-	-	-	-	-	3 056.8	100%	3 056.83	3%	-	3 056.8	-
6. Supplies and services	-	-	-	-	294.1	50%	294.1	50%	-	-	588.22	1%	79.2	509.0	-
7. Staff training, consultants and studies	-	-	-	-	570.3	15%	3 231.4	85%	-	-	3 801.69	4%	1 063.3	2 738.4	-
8. Food support/beneficiary training	-	-	501.0	69%	-	-	229.8	31%	-	-	730.78	1%	-	800.0	-
9. Beneficiary training	-	-	-	-	-	-	2 587.7	100%	-	-	2 587.67	2%	-	2 518.4	-
10. RCC support	756.2	100%	-	-	-	-	-	-	-	-	756.25	1%	113.4	642.8	-
11. Food handling	-	-	3 240.4	19%	-	-	14 162.4	81%	-	-	17 402.76	16%	-	17 402.8	-
12. Incremental operating costs	-	-	-	-	-	-	2 743.0	100%	-	-	2 743.04	3%	-	2 743.0	-
<b>Total</b>	<b>756.2</b>	<b>0.71%</b>	<b>18 617.8</b>	<b>17%</b>	<b>28 006.5</b>	<b>26%</b>	<b>55 281.0</b>	<b>52%</b>	<b>4 586.2</b>	<b>4%</b>	<b>107 247.7</b>	<b>100%</b>	<b>2 243.9</b>	<b>102 641.2</b>	<b>2 362.6</b>

<sup>a</sup> Beneficiaries will finance 10% of enterprises, accessing medium and long-term credit.



**Expenditure Accounts by Components - Base Costs**  
**USD '000**

	Crop Production	Livestock and Fisheries	Agroforestry Trees	Credit	Social Support Service	Rural Infrastructure	Project Management	Total	Physical Contingencies	
									%	Amount
<b>I. Investment Costs</b>										
<b>A. Materials and civil works</b>										
Rural infrastructure	1 329.61	-	201.69	-	-	8 622.10	-	10 153.39	9.9	1 006.38
Buildings	1 957.05	381.05	-	-	-	-	759.04	3 097.13	10.0	309.71
Other	6 145.57	-	-	-	-	-	-	6 145.57	10.0	614.56
<b>Subtotal materials &amp; civil works</b>	<b>9 432.22</b>	<b>381.05</b>	<b>201.69</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 622.10</b>	<b>759.04</b>	<b>19 396.09</b>	<b>10.0</b>	<b>1 930.65</b>
<b>B. Labour</b>										
Unskilled labour	12 902.92	-	1 944.82	-	-	4 491.28	-	19 339.02	1.8	353.75
Skilled labour	1 671.08	-	-	-	-	1 682.72	-	3 353.81	7.6	255.12
<b>Subtotal labour</b>	<b>14 574.01</b>	<b>-</b>	<b>1 944.82</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>6 174.00</b>	<b>-</b>	<b>22 692.83</b>	<b>2.7</b>	<b>608.87</b>
C. Vehicles and equipment	1 521.40	1 005.42	-	-	-	-	2 110.41	4 637.23	10.0	463.72
D. Credit	-	-	-	24 641.38	-	-	-	24 641.38	-	-
E. Beneficiary contribution	-	-	-	3 011.40	-	-	-	3 011.40	-	-
F. Staff training, consultants and studies	623.73	213.24	374.90	-	-	215.71	2 169.14	3 596.73	0.4	12.89
G. RCC support	-	-	-	-	-	-	743.94	743.94	-	-
H. Health care service and equipment	-	-	-	-	478.19	-	-	478.19	-	-
I. Supplies and services	-	32.80	14.27	-	-	-	37.35	84.42	7.1	6.03
J. Beneficiary training	652.72	254.21	117.61	-	1 926.66	217.75	-	3 168.95	2.4	76.27
K. Food handling	17 068.00	-	-	-	-	-	292.72	17 360.72	0.2	29.27
<b>Total Investment Costs</b>	<b>43 872.07</b>	<b>1 886.72</b>	<b>2 653.29</b>	<b>27 652.78</b>	<b>2 404.86</b>	<b>15 229.56</b>	<b>6 112.60</b>	<b>99 811.88</b>	<b>3.1</b>	<b>3 127.70</b>
<b>II. Recurrent Costs</b>										
A. Staff allowances	-	-	-	-	-	-	89.16	89.16	-	-
B. Operation and maintenance	-	246.99	-	-	-	-	2 018.70	2 265.69	10.0	226.57
<b>Total Recurrent Costs</b>	<b>-</b>	<b>246.99</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 107.86</b>	<b>2 354.84</b>	<b>9.6</b>	<b>226.57</b>
<b>TOTAL BASELINE COSTS</b>	<b>43 872.07</b>	<b>2 133.71</b>	<b>2 653.29</b>	<b>27 652.78</b>	<b>2 404.86</b>	<b>15 229.56</b>	<b>8 220.46</b>	<b>102 166.73</b>	<b>3.3</b>	<b>3 354.27</b>
Physical contingencies	1 309.83	192.05	38.31	-	2.29	1 292.39	519.41	3 354.27	-	-
<b>Price Contingencies</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Inflation</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Local	1 960.12	241.33	139.96	154.30	321.32	2 383.09	1 064.70	6 264.81	-	-
Foreign	15.96	8.04	3.74	-	2.62	2.38	46.35	79.09	-	-
<b>Subtotal Inflation</b>	<b>1 976.08</b>	<b>249.36</b>	<b>143.70</b>	<b>154.30</b>	<b>323.94</b>	<b>2 385.47</b>	<b>1 111.05</b>	<b>6 343.91</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Devaluation	-1 477.81	-177.26	-99.73	-108.87	-238.90	-1 730.88	-783.82	-4 617.26	-	-
Subtotal price contingencies	498.27	72.10	43.98	45.44	85.04	654.59	327.23	1 726.65	7.0	121.71
<b>TOTAL PROJECT COSTS</b>	<b>45 680.17</b>	<b>2 397.86</b>	<b>2 735.58</b>	<b>27 698.21</b>	<b>2 492.19</b>	<b>17 176.54</b>	<b>9 067.10</b>	<b>107 247.65</b>	<b>3.2</b>	<b>3 475.98</b>
Taxes	854.34	371.12	-	-	-	370.31	766.80	2 362.57	9.1	214.78
Foreign exchange	454.97	282.54	76.71	-	74.35	56.31	1 298.98	2 243.86	4.1	91.02



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

## ORGANIZATION AND MANAGEMENT

### A. Project Management

1. The Ministries of Agriculture (MOA) and Finance (MOF) will have overall responsibility for the project at the national level. At the provincial level, the departments of agriculture of Guizhou and Hunan will be responsible for project implementation and for directing and coordinating the work of the other agencies involved. The provincial departments of finance will be responsible for the management and supervision of project funds and for ensuring that the township RCCs repay the IFAD loan to the provincial level. A management agreement will set out the role and responsibilities of each implementing agency and provide details on implementation procedures. In accordance with the established management pattern for ongoing IFAD/WFP-supported projects in China, the project will be implemented through PMOs under the general guidance and direction of PLGs responsible for providing policy guidance, for approving plans and for directing the activities of the project.
2. The PMOs will be responsible for the day-to-day execution of the project. These offices have been established at the province, prefecture, county and township level and are seen as semi-permanent bodies that will continue to function after project closing and administer the revolving funds for 20 years at the county level and 25 years at the provincial level. All PMOs have been staffed with qualified personnel from the concerned technical agencies, and representatives of the departments of finance and the Women's Federation.
3. As the project will intervene in the two provinces of Guizhou and Hunan, an inter-provincial PMO will be established to approve the project credit manual; assure overall coordination of the project; monitor and evaluate project activities in both provinces to ensure that they meet the general objectives of the project; and provide overall supervision, monitoring and reporting on project progress and impact, in accordance with the reporting requirements of government, IFAD, WFP and other donors.
4. Village implementation groups will be established in each village prior to project implementation. Each VIG will be composed of the village leader, village accountant, a representative of the Women's Federation, village technicians for agriculture and livestock, and three elected beneficiaries, two of which will be women. The VIGs will play an important role in ensuring that the project beneficiaries are identified and selected in a transparent and participatory manner, and will be responsible for formulating the VDPs and organizing labour to participate in food-for-work activities. Four VIG members will be trained in participatory methods and decision-making. The VIGs' operations will be monitored and supported by the township PMOs and, through them, by the county PMOs. The VIGs will report twice-yearly on project goods and services received against annual programmes of work and budget.
5. The VDP will constitute the main instrument for targeting project beneficiaries through a participatory process involving the entire village through its representatives on the VIG. The VDP will list the activities undertaken by the project, the number of beneficiaries for each activity, the characteristics of beneficiary households and the justification for their selection. Through the VDP, it will be possible to ensure that project activities are truly demand-driven.



## B. Project Implementation

6. **Irrigation and drinking water.** The WCB will be responsible for irrigation and drinking water matters in the project counties, while the water conservation stations and village committees will be responsible at the township and village levels. The provincial-level WCB will examine the impact of each scheme on the overall water management plan and check that the infrastructure complies with environmental legislation. Wherever possible, local user groups and/or VIGs will receive training on environmental issues and will work to mitigate environmental hazards through timely maintenance and repair, and proper management of the infrastructure. The project will support the establishment of WUGs wherever water-related infrastructure is built. The WUGs will organize farmers as user groups, and select water management workers to organize the distribution of water and maintain the networks.

7. **Rural roads.** The transportation bureau of each county will be responsible for the execution of the rural roads sub-component. Supervision of the roads and their maintenance will be carried out in accordance with national procedures.

8. **Food and cash crops, livestock and fish production.** The main agencies responsible for providing technical services are the ABs and animal husbandry bureaux, together with the associated agricultural technology centre at county level and the respective stations at township level. Demonstrations and field trials/pilot activities will be carried out in every village to show farmers the practical implications of the improved technologies and inputs.

9. **Social activities.** Representatives of the Women's Federation and health care and education line agencies are members of all PLGs at the provincial, prefectural and county levels. They will also participate in all PMOs to mobilize, organize and assist rural women to participate in project activities. The Women's Federation will assist PMOs in the distribution of cereal grain rations as part of all training and for specific women's activities, assist in targeting eligible candidates, fully involve local VIGs to evaluate their family financial status, and participate in publicizing the project's activities.

## C. Credit Organization and Management

10. The RCCs will be responsible for extending credit financed from the proceeds of the IFAD loan to farmers living in selected villages in the project area. The credit management structure is intended to reflect the project management structure and to involve the participation of relevant organizations from the various levels, i.e., provincial PMOs and departments of finance, county PMOs, RCC unions and township RCCs. The township RCCs will be fully responsible for the project credit funds sub-loaned to them, as well as for their delivery, utilization, recovery and repayment; and for loan approval and credit risk, in accordance with contractual management arrangements between the RCC unions and county PMOs. Township RCCs will cooperate with the VIGs. Once the VDP has been approved, the VIG will request the RCC to provide the loan applications from individual households and groups for the activities they wish to undertake. The VIG will review the applications and make appropriate recommendations thereon to the RCC.

11. Each PMO will have a finance and credit support unit (FCSU), staffed with personnel of the finance departments/offices, which will advise and support project management in the implementation of the credit programme. The FCSU will also present the credit programme to the beneficiaries and ensure synchronization of the lending programme and the technical support activities.



## APPENDIX VI

12. The provincial departments of finance will assume the foreign exchange risk. The project management agreement will set out the details of relending arrangements, including the interest spread by the various levels on the IFAD loan. The funds generated from the IFAD loan are expected to be used in the project counties for at least 20 years after project start-up, including a five-year grace period to allow sufficient time for the beneficiaries' economic status to be improved. The responsibility for credit repayment will rest with the credit delivery organization and the provincial PMOs responsible to the provincial department of finance. Close monitoring of the credit component will be required for the purpose of readjusting the programme during implementation, if necessary. Care will be taken to ensure that the repayment rates are disaggregated by gender and that the loans have been used for their original purpose. It will also be ascertained whether or not households have had to borrow money from the informal sector in order to repay their loans.

13. **Credit procedures.** Credit assessment will be made in accordance with the appraisal procedures described in the credit manual. At the request of potential borrowers, the RCCs will supply loan application forms which, once completed, will be passed on to the VIGs for review and recommendation to the RCCs. The VIGs' recommendations will not be treated as mandatory and the responsibility for evaluating the loan applications will rest solely with the RCCs.

14. **Interest rates.** For lending through RCCs, the interest rates to be charged will be those determined by PBC for short, medium and long-term credits and adjusted within the allowed ceilings of a maximum of 40% to ensure positive rates of interest on the funds lent. These rates will be adjusted periodically to reflect changes in prevailing rates determined by the PBC during the project implementation period.

15. **Repayment** schedules will be determined on a case-by-case basis for each production activity, reflecting the expected cash flow and specific requirement of the borrowers during project implementation. Grace periods will be allowed for principal repayments of medium and long-term loans, and interest should be paid during the grace periods. Reminder letters will be sent to borrowers one month prior to the repayment date, and the VIGs will assist in the recovery of loans. If a loan is not repaid in time, follow-up visits will be made by the RCC and, if necessary, legal action taken.

16. **Risk fund.** A credit risk fund will be established, using 1.5% of the sum equivalent of average loans outstanding. This money will be deposited into a separate account managed and administered by the respective RCC unions. Locating the credit risk fund at the RCC union level should provide additional security because the risk funds for all townships in any one county will be consolidated.

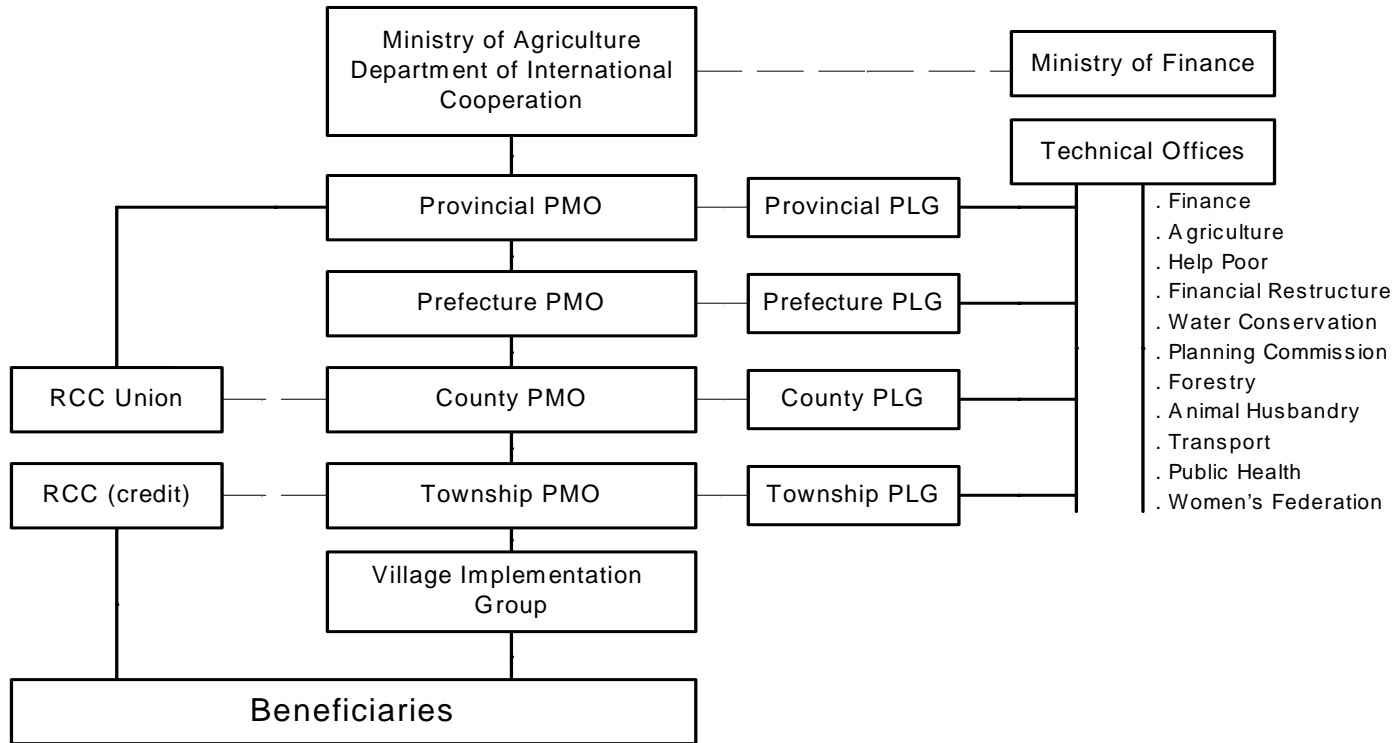
17. **Monitoring and reporting.** A specific credit programme management and information system will be established to monitor credit activities, including typology of borrower, loan disbursement, loan recovery, loan overdues, default and breach of obligations and the main reasons for their occurrence. The monitoring system will be computer-based within individual RCCs and designed to quickly provide data on lending and recovery performance and financial status, including savings mobilization. This information will be aggregated by the RCC unions on a monthly basis and provided to the county PMOs. Representatives of PBC will collaborate in the monitoring activities to ensure that the RCCs strictly adhere to the lending practices and procedures.

18. **Capacity-building of RCCs.** In order to ensure the long-term sustainability of the RCCs' rural credit operations and satisfactory repayment performance, the capacity of the RCCs will be strengthened. These activities will mainly involve the provision of computers and training in their use, and means of transport. The costs involved will be financed from the parallel GTZ project. The staff of the RCCc will also be strengthened as and when required.



19. **Beneficiary credit training.** Farmer training on credit concepts will be organized, especially during loan appraisal, with particular focus on women. Training in cash flow assessment and management will be probably necessary for all potential borrowers. Beneficiary training will be carried out by RCC and PMO staff.

### Project Organizational Structure



— Line of Administration  
 - - - Coordination

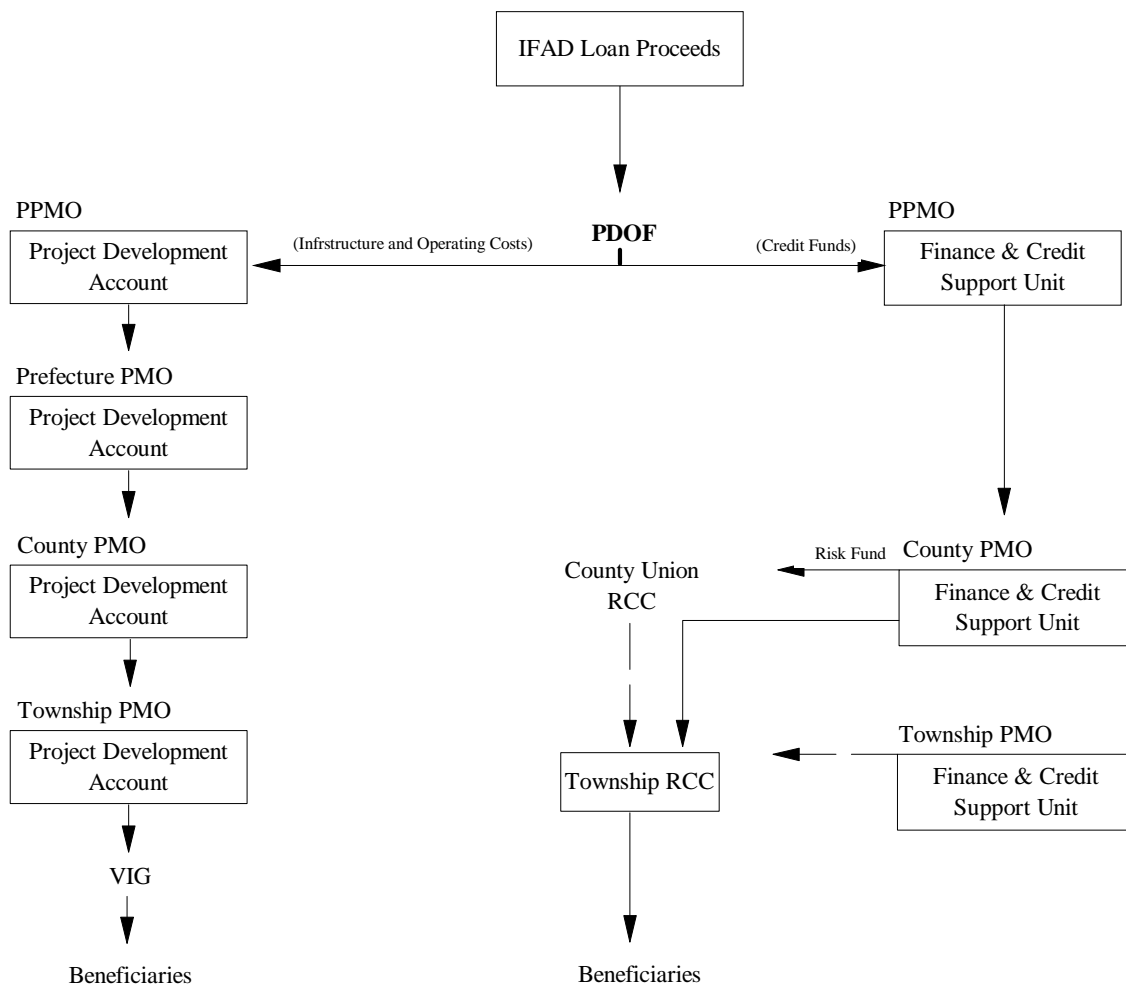






↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

**Chart: Flow of Funds**



——— Line of administration  
—— - Line of coordination and technical support



↑ Do not delete this section break - it contains information about the section above ↑

## ECONOMIC AND FINANCIAL ANALYSIS

### Assumptions

1. The project will support agricultural development in four subsectors, namely, field crop production, agroforestry, livestock and fresh-water fisheries. The project will provide training, appropriate extension messages and credit to farm households taking up opportunities within each of these subsectors. The economic analysis was based on the number of households in each county which, it has been estimated, will take up project credit phased over the five project years (the investment period). This gives the planned number of beneficiary households that will borrow to rehabilitate and/or support new agricultural enterprises, and the planned total area (number of mu) that will benefit from land development, seasonal crop loans, medium-term loans for the establishment of cash crop trees, and/or investment in livestock enterprises or fish culture.

2. For each economic activity, the financial analysis provided an estimate of incremental production per mu or per enterprise (in kg), of incremental net benefit excluding labour (in Yuan), and of the associated incremental labour requirement (in person-days). The financial models also realistically assumed that it will take time to build up to full development (one year for smallstock enterprises and fish culture; two or three years for field crops and some of the livestock activities; and up to 12 years for some of the agroforestry crops. The economic analysis adopted the same phasing to full development for the different agricultural activities as the financial analysis.

3. The economic analysis valued the incremental net benefit using financial prices as a best estimate of economic value of both inputs and outputs, and excluding all financing costs. This reflects the progress in liberalizing prices over the last six years and the convertibility of the Yuan. Both have produced an environment in which most domestic financial prices are close to world market prices. Incremental household labour has been valued at Yuan 10 per person-day, equivalent to the unskilled wage rate in the project area and demonstrating that there is very little surplus labour in the rural areas, especially during planting and harvesting seasons. Project costs have been translated into economic values using a SCF of 0.95, and eliminating all taxes and price contingencies. Incremental recurrent costs will be necessary to maintain adequate levels of support and extension after the end of the project investment period; these have been assumed at the level of recurrent costs in project year 5. It has been assumed that project benefits will accrue for at least 20 years and the rate of return has been calculated over a 20-year period.

### Results

4. The economic rate of return (ERR) for the project as a whole is 19%. It is slightly lower in Tongren (17%), where all previous WFP-supported investment have been included, while a substantial part of the benefits is unknown compared with Qiandongnan (19%) and Xiangxi (20%). This relatively high rate of return reflects the current low level of input utilization for crop production in the project area and the substantial production increases which can be obtained with relatively simple improvements and with access to credit. Sensitivity analysis shows that the project is able to sustain adverse movements in benefits and costs and still generate acceptable rates of return, well above the opportunity cost of capital (assumed at 10%).

**ERR Sensitivity Analysis**

Benefits down by 20%	14%
Costs up by 20%	16%
Benefits down and costs up by 10%	15%
Benefits down and costs up by 20%	12%
Benefits lagged by one year	15%
Benefits lagged by two years	13%

5. The project's sensitivity to the economic valuation of incremental labour was also evaluated. This analysis shows the impact on the project's economic viability in the event a growing shortage of labour in the project area increases the opportunity cost of labour (by 50%). The result is a fall in the overall ERR from 19% to 15%. This outcome confirms the robustness of the project investment, and the fact that it makes good economic sense.